

**Université Palacký d'Olomouc**  
**Faculté des lettres**

**MÉMOIRE DE MASTER**

**2012**

**Kristýna Beranová**

**Université Palacký d'Olomouc**  
**Faculté des lettres**  
**Département des Études romanes**

**Kristýna Beranová, Bc.**

**Le déclin de l'eurozone par rapport à l'évolution de  
l'Union européenne**

*Krize eurozóny ve vztahu k vývoji Evropské unie*

**« Mémoire de Master »**

**OLOMOUC 2012**

**Université Palacký d'Olomouc**  
**Faculté des lettres**  
**Département des Études romanes**

**Le déclin de l'eurozone par rapport à l'évolution de  
l'Union européenne**

**« Mémoire de Master »**

**Mémoire de Master**

**Filière** : Administration et Gestion des entreprises

**Directeur du mémoire** : Doc. Mgr. Jaromír Kadlec, Dr., Université Palacký  
d'Olomouc

**Auteur** : Kristýna Beranová, Bc.

**OLOMOUC 2012**

Univerzita Palackého v Olomouci  
Filozofická fakulta  
Akademický rok: 2011/2012

Studijní program: Filologie  
Forma: Prezenční  
Obor/komb.: Odborná francouzština pro hospodářskou praxi  
(OFHP)

**Podklad pro zadání DIPLOMOVÉ práce studenta**

PŘEDKLÁDÁ:	ADRESA	OSOBNÍ ČÍSLO
Bc. BERANOVÁ Kristýna	Srbská 19, Ostrava - Výškovice	F090375

**TÉMA ČESKY:**

Le déclin de l'eurozone par rapport a l'évolution de l'Union européenne

**NÁZEV ANGLICKY:**

The decline of the eurozone due to the evolution of the European Union

**VEDOUcí PRÁCE:**

Doc. Mgr. Jaromír Kadlec, Dr. - KRF

**ZÁSADY PRO VYPRACOVÁNÍ:**

1. Introduction
2. Bref introduction dans l'histoire de l'UE
3. La notion de l'eurozone
- 3.1 La définition
- 3.2 Les conditions nécessaires pour adhérer l'eurozone
- 3.3 L'apparition et l'évolution suivante de l'eurozone
- 3.4 La structure de l'eurozone contemporaine
4. Les facteurs qui influencent le déclin de l'euro
5. Les cas concrets
- 5.1 La Grece
- 5.2 L'Irlande
- 5.3 L'Espagne et le Portugal comme les cas potentiels
- 5.4 L'Europe en crise?
6. La conclusion

**SEZNAM DOPORUČENÉ LITERATURY:**

JAMET Jean-Francois; Une Europe en crise, 2006 Paris  
KOMÁREK Martin; Unie jaká je, 2006 Praha  
KLAUS Václav; Evropa Václava Klause, 2004 Praha  
FIALA Petr, PITROVÁ Markéta; Evropská Unie, 2010 Praha  
TREGER Anna; Inside the European Union, 2010 London  
Le portail de l'Union européenne  
Les articles scientifiques dans les revues consacrées a la problématique de l'UE  
La presse

Podpis studenta: 

Datum: 

Podpis vedoucího práce: 

Datum: 

Místopřísežně prohlašuji, že jsem diplomovou práci na téma « Krize eurozóny ve vztahu k vývoji Evropské unie » vypracovala samostatně pod odborným dohledem vedoucího diplomové práce a uvedla jsem všechny použité podklady a literaturu.

Je déclare que le présent mémoire de Master au thème «La crise de la zone euro par rapport à l'évolution de l'Union européenne» est le résultat de mon propre travail et que toutes les sources bibliographiques utilisées sont citées.

Olomouc, le

## **Remerciement**

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué à sa réalisation.

Merci à Monsieur Jaromír Kadlec de m'avoir donnée des conseils et d'avoir surveillé soigneusement la rédaction de la présente étude.

# Sommaire

1. Introduction.....	8
2. Brève introduction à l'histoire de l'intégration européenne .....	9
2.1 Les approches à l'intégration .....	9
2.2 La création des Communautés européennes .....	11
2.3 L'élargissement.....	13
2.4 L'intégration économique – les étapes .....	18
2.4.1 La zone de libre-échange .....	18
2.4.2 L'union douanière.....	18
2.4.3 Le marché commun .....	19
2.4.4 L'union économique et monétaire .....	19
2.4.5 L'Union politique .....	19
3. L'Union économique et monétaire – UEM .....	21
3.1 La définition de la zone euro .....	21
3.2 Le profilage de l'Union économique et monétaire .....	23
3.2.1 Le plan Werner .....	23
3.2.2 Le serpent monétaire européen .....	25
3.2.3 Le Système monétaire européen .....	26
3.2.4 La réalisation de l'UEM .....	29
3.2.5 Les institutions monétaires européennes .....	36
4. Les avantages et les risques de l'UEM .....	38
4.1 Les contributions de la monnaie commune .....	39
4.2 Les risques et les menaces – les inconvénients du projet euro .....	42
4.3 La théorie de la zone monétaire optimale .....	45
4.3.1 La mobilité des facteurs .....	45
4.3.2 L'intégration fiscale .....	46
5. La crise de la zone euro .....	48
5.1 La crise mondiale financière et ses conséquences .....	49
5.2 La Grèce et le début de l'épidémie déficitaire .....	53
5.3 L'évolution de la crise .....	58
6. Les moyens de lutte contre la crise en Europe.....	62
6.1 Les aides d'État .....	62
6.2 La régulation des marchés financiers.....	63
6.3 Le fonds de secours.....	64
6.4 Le pacte pour l'euro plus .....	65
7. La prognose.....	66
7.1 Les tendances eurosceptiques .....	67
7.2 Les tendances euro-optimistes .....	70
7.3 L'avenir de l'Union européenne .....	71
8. Conclusion .....	73
Resumé.....	74
Resume.....	75
La liste de tableaux .....	76
La liste des figures .....	77
La liste des graphiques.....	78
La liste des abréviations.....	79
Anotace .....	80
La liste des sources .....	81

## 1. Introduction

La crise de l'euro semble être encore pire que l'année dernière même si le nombre des sommets politiques européens est en train d'augmenter. Mais en réalité peu d'entre eux pensent que l'idée de l'intégration économique européenne était une bonne initiative. Les indicateurs qui nous montrent la diminution économique dans l'Europe entière peuvent être la preuve de cela. Les causes de la crise actuelle ne sont pas uniquement économiques, financières ou monétaires. La civilisation occidentale a créé un modèle d'État où la priorité n'est pas la prospérité économique nationale mais les intérêts spécifiques des individus et des groupes sociaux. La croissance inadéquate des dépenses publiques des États de l'Europe occidentale est causée par la possibilité d'avoir un budget national déséquilibré. La société contemporaine de l'Europe est d'une certaine façon revenue à la théorie Keynésienne qui défend l'idée du budget national déficitaire. Le projet de l'Union économique et monétaire représente un phénomène spécifique de la dernière décennie car ce projet a réuni des États européens économiquement très hétérogènes ayant chacun une politique fiscale différente. Il s'agit des pays dont l'évolution économique a été différente, des nations qui ont des priorités et des ambitions différentes et dans lesquels les traditions sont distinctes. L'unification monétaire des pays concernés a provoqué le fait que les autres pays considéraient toute la zone euro comme économiquement homogène. Conséquemment les dettes nationales des pays participants de l'union monétaire ont commencé à augmenter même si les budgets nationaux différaient. Autrement dit ces pays ont eu la possibilité de s'endetter profondément. En parlant de la crise de l'euro actuelle nous pouvons mentionner la notion de l'europhisme. L'europhisme est un néologisme qui désigne une tendance en faveur du nationalisme européen, de la construction européenne et de l'intégration européenne, ainsi que de l'établissement d'une Europe laïque. Autrement dit une certaine propagande de l'Europe comme un État supranational dont la nationalité de ses habitants n'est plus ni tchèque, ni française, ni italienne, mais bien évidemment européenne. Mais peut-on créer une fédération européenne si ses membres sont tellement différents au niveau culturel, traditionnel, politique, social et surtout économique?



## **2. Brève introduction à l'histoire de l'intégration européenne**

L'idée de l'unification du continent européen existe depuis des siècles. L'Europe a subi plusieurs tentatives d'unification parmi lesquels nous pouvons citer l'Empire Romain ainsi que Napoléon, Hitler ou bien les tentatives de Staline. Le projet de l'Union européenne peut être considéré comme la première initiative d'unir le continent en utilisant des moyens pacifiques. Le projet d'une union européenne a été inventé avec l'objectif de mettre fin aux guerres qui ont régulièrement ensanglanté le continent européen, notamment celle de la Seconde Guerre mondiale. L'intégration apparaît donc plus que jamais indispensable dans l'Europe dévastée de l'après-guerre.

### ***2.1 Les approches à l'intégration***

L'idée d'unification européenne est apparue sous plusieurs formes et avec des motifs différents tels que l'usage de la puissance, l'hégémonie d'un grand territoire, l'assurance de la défense du territoire, la minimalisation de la menace de guerre. Tous ces motifs ont eu un seul objectif : l'effacement des différences culturelles et des contradictions politiques. Autrement dit la création des intérêts supranationaux et la construction d'une culture européenne supranationale.

Le 19ème siècle a été représenté par le phénomène de la révolution industrielle qui a touché tout le continent européen sans exception. Toute Europe était industrialisée ce qui a par ailleurs exigé une certaine coopération internationale. Les Etats européens ont ressenti de nouveau la nécessité de collaboration. C'est aussi à cette époque que les premières organisations sectorielles internationales ont été créées comme par exemple l'Union postale ou bien l'Union télégraphe.

Un des plus importants précurseurs de tout le processus d'intégration européen a été le mouvement Paneuropéen fondé par Richard Coudenhove-Kalergi, l'aristocrate autrichien qui a formulé les thèses Paneuropéen en 1923. Ce mouvement a déployé tous les efforts à la création des Etats Unis Européens dont le but serait de protéger et de libérer le continent européen de l'influence des Etats hors de l'Europe, notamment de la

Russie. Le plus grand succès du mouvement paneuropéen peut être daté entre la première et la deuxième guerre mondiale, mais la deuxième guerre mondiale a eu des conséquences catastrophiques à n'importe quel type d'organisation internationale.

Après la deuxième guerre mondiale, l'idée de l'intégration européenne est devenue plus forte ainsi que l'effort pour construire une Europe pacifique encore plus nécessaire. La situation économique dans tous les pays de l'Europe est devenue la raison d'une transformation du processus de l'intégration. L'Europe a été dévastée pas seulement dans le secteur de l'industrie mais aussi dans le domaine d'infrastructure ou bien de l'agriculture. Une aide économique extérieure est devenue inévitable. Le plan Marshall, dont la conception était le résultat du travail de l'ancien président des États-Unis, Harry S. Truman, était un projet d'aide économique basé sur une distribution financière et matérielle. Ce plan de la renaissance économique européenne contenait une allocation financière de 12,5 milliards de dollar. La distribution a été assurée par l'Organisation pour la Coopération Economique Européenne (OEEC – Organisation for European Economic Cooperation). En décembre 1947, Winston Churchill a fondé le Mouvement pour l'Europe Unie qui a précipité la convocation du Congrès de la Haye, intitulé à l'époque, Congrès de l'Europe. Ce congrès a rassemblé du 7 au 10 Mai 1948 près de 750 délégués venus de presque tous les pays d'Europe, et quelques observateurs des Etats-Unis et du Canada.<sup>1</sup> Le Congrès de la Haye est très important dans l'histoire de l'intégration européenne notamment parce que plusieurs documents importants ont été adoptés. Dans ce cas, nous pouvons mentionner surtout La Charte des droits fondamentaux et en particulier le Message aux Européens qui a appelé entre autre à l'élimination des restrictions à l'échange des marchandises, la convertibilité des monnaies, la mobilité de la main d'œuvre ou bien à la coordination des politiques économiques. Le résultat le plus remarquable du Congrès de la Haye a été sans aucun doute la création du Conseil de l'Europe fondé en 1949 sur la base d'une très forte initiative du gouvernement français qui a voulu intégrer l'Allemagne dans les structures communes occidentales.

---

<sup>1</sup> BRŮŽEK, A. *Evropská měnová integrace*, Praha: VŠE, 2001. p 30

## ***2.2 La création des Communautés européennes***

Le plan Marshall et ensuite la fondation de l'Organisation pour la Coopération Economique Européenne ont prêté un concours important au commencement du rétablissement économique de l'Europe. Cependant, il ne s'agissait pas d'une intégration profonde dont la France et les pays du Benelux s'efforçaient d'obtenir. En même temps la conception de l'intégration des États occidentaux a été influencée par les événements politiques de l'année 1948. L'occupation de l'ancienne Tchécoslovaquie en février 1948, le blocage de Berlin en juin 1948 et les autres actions violentes de l'ancienne Union des Républiques Socialistes Soviétiques ont déterminé les nouvelles priorités de sécurité pour toute Europe occidentale. L'évolution politique a montré que l'Allemagne n'est plus la menace mais plutôt un support contre l'expansion de l'URSS.

Tout a commencé en 1950 avec la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) qui regroupait six pays européens afin de garantir une paix durable. La CECA autrement appelée l'Europe des six a été fondée sur la base d'une proposition de Robert Schuman, l'un des hommes d'État français les plus importants qui est aujourd'hui considéré comme l'un des pères fondateurs de la construction européenne. Le traité qui a institué la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier a été signé à Paris le 18 Avril 1951 par les États membres dont: la France, l'Italie, la République Fédérale d'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. Cette communauté a pour objectif d'instaurer un marché commun du charbon et de l'acier en supprimant les droits de douanes ainsi que toutes les autres restrictions qui bloquaient la circulation libre des marchandises. Le fait que l'intégration européenne n'est pas une idée facile à réaliser peut être prouvé par l'échec de la Communauté Européenne de Défense. La CED a été ratifiée par tous les pays membres sauf la France même si cette dernière a été l'incitateur principal de toute l'idée. A cause de cet échec, les pays membres ont voulu renforcer l'intégration européenne au niveau politique, mais le projet de la Communauté Politique Européenne a marqué la même fin. Le traité de la CPE a été ratifié par tout les pays membres et finalement refusé par la France. Les deux insuccès ont prouvé qu'une intégration politique profonde n'est pas possible sans une intégration premièrement économique.<sup>2</sup>

Les années cinquante du 20<sup>ème</sup> siècle sont les années de la Guerre froide entre l'Est et l'Ouest et sont représentés par des confrontations idéologiques et politiques entre les États Unis et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. C'est pourquoi les pays occidentaux européens essaient de trouver une manière d'intégration plus profonde au niveau des pays non-communistes afin de renforcer l'idée démocratique destinée à contrer l'idéologie du communisme. Jean Monnet, le chef de la Haute autorité de la CECA s'approche du ministre belge des Affaires étrangères Paul-Henri Spaak et ensemble ils rédigent le Mémorandum de Benelux qui propose une relance de l'intégration européenne sur deux volets complémentaires. Premièrement la relance de la CEEA (Euratom) – la Communauté Européenne de l'Energie Atomique et ensuite la Communauté Économique Européenne (CEE). Le Traité de Rome, fondant la CEEA et la CEE, a été signé à Rome en 1957 par tous les pays membres y compris finalement la France. Les trois Communautés c'est à dire la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, la Communauté Européenne de l'Energie Atomique ainsi que la Communauté Économique Européenne représentent la base du processus d'intégration qui approfondi la coopération des pays membres à plusieurs niveaux de collaboration ainsi qu'un élargissement sur de nouveaux pays.

Pendant les années cinquante les États membres aspirent à une unification plus profonde en créant le marché libre et une politique agricole commune. La gestion et le fonctionnement est assuré par les institutions européennes et d'autres organes tels que la Commission européenne ou bien le Conseil européen.

---

<sup>2</sup> MACH, P. *Úskalí evropské integrace*, Praha: CEP, 2003. p 22

### ***2.3 L'élargissement***

Le premier pays qui a montré un intérêt à adhérer aux Communautés européennes était en 1963 la Grande Bretagne. Mais l'ancien président français Charles de Gaulle a été contre cette idée surtout à cause d'une menace potentielle de l'influence américaine car le Royaume Uni représentait à cette époque l'un des plus importants partenaires économiques des États Unis. La Grande Bretagne a répété son initiative en 1967 mais la France et surtout de Gaulle a été de nouveau contre. C'était en 1973, après la mort du président Charles de Gaulle, quand la Grande Bretagne a finalement réussi à adhérer aux Communautés européennes ensemble avec l'Irlande et le Danemark. Dans ce cas, il faut mentionner l'approche britannique à l'intégration européenne qui était depuis le début plutôt sceptique et négatif par rapports aux autres pays membres. La Norvège qui a aussi été intéressé de joindre les Communautés européennes a finalement rejeté cette initiative dans le référendum national.

Le deuxième élargissement concernait les pays du sud de l'Europe. La Grèce a adhéré l'Union Européenne en 1981 et le Portugal avec l'Espagne en 1986. L'élargissement a positivement influencé le commerce car les entreprises pouvaient facilement exporter ses biens et ses services à l'étranger. En même temps en 1985 l'Allemagne, la France, le Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg ont signé la Convention Schengen qui a permis l'ouverture des frontières entre les pays signataires. Le territoire qui a été créé est appelé 'espace Schengen' et les pays signataires pratiquent la même politique en ce qui concerne les visas et les quotas.

Au mois de février 1986 les pays membres se sont mis d'accord sur l'Acte unique européen (AUE) qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1987. L'objectif de l'AUE était de réviser les Traités de Rome afin de relancer la croissance du marché intérieur. En même temps cet Acte modifie les fonctions des institutions européennes et élargit les compétences communautaires, en particulier dans le domaine de la recherche, du développement, de l'environnement et de la politique étrangère commune. L'Acte unique européen a aussi assuré la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux.

Le traité sur l'Union européenne (TUE), aussi appelé le traité de Maastricht, était le traité constitutif de l'Union européenne et a été signé par l'ensemble des États membres de la Communauté Économique Européenne le 7 février 1992 et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> Novembre 1993. La notion de l'Union Européenne a été définie et le traité a affirmé les objectifs de l'Union tels que la fondation d'une politique monétaire commune ainsi que la création du Système européen de banques centrale (SEBC) et de la Banque centrale européenne. Le Système européen de banque centrale est composé par la Banque centrale européenne et par les banques centrales nationales. L'objectif essentiel de la BCE est de promouvoir la stabilité économique et monétaire dans les pays membres de l'Union Européenne. Le traité sur l'Union Européenne a aussi fondé le concept de la nationalité de l'Union Européenne. Toutes les personnes ayant la nationalité d'un État membre obtiennent automatiquement la nationalité de l'UE. Le traité a aussi assuré une politique étrangère commune et une politique commune de défense.

Le traité de Maastricht peut être considéré comme le traité le plus important par rapport à l'évolution des Communautés européennes respectives de l'Union Européenne. L'Union, peu à peu, commence à devenir similaire à un État. La centralisation des pouvoirs a été encore renforcée. Cette centralisation a conséquemment provoqué l'intérêt des autres pays de rejoindre l'Union. C'est ainsi pourquoi l'Autriche, la Suède et la Finlande ont adhéré à l'UE le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

Le traité suivant qui a modifié le traité instituant l'Union Européenne a été le traité d'Amsterdam. L'objectif essentiel était d'établir un espace de liberté, de sécurité et de justice. Ce traité a été signé le 2 octobre 1997 et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mai deux années plus tard. Cet accord contient le résumé des articles particuliers au traité de l'Union Européenne ainsi que du traité de la Communauté Européenne. Les États membres se sont mis d'accord sur la création d'un haut représentant qui devrait assurer la politique étrangère commune et la politique de sécurité et de défense. Le rôle du secrétaire général du Conseil européen a été créé afin de contribuer à la réalisation des décisions politiques et à la gestion de la collaboration avec les pays non-membres. Ce traité a en même temps causé la constitution d'une coopération renforcée qui permet aux pays membres particuliers d'accélérer le processus de l'intégration dans certains domaines spécifiques. Dans ce cas là, nous parlons pour la première fois d'une

possibilité potentielle de l'Europe à plusieurs vitesses. L'Europe à plusieurs vitesses, autrement appelée l'Europe à géométrie variable désigne l'idée d'un mode d'intégration reconnaissant l'existence de différences entre les États qui souhaitent passer à l'intégration plus profonde et d'autres États membres qui n'ont pas la volonté ou ne sont pas en mesure d'assumer une intégration plus développée. Le concept de l'Europe à plusieurs vitesses aussi prévoit que les États membres qui n'ont pas choisi dans un premier temps l'intégration plus développée peuvent ultérieurement rejoindre les autres États membres qui ont travaillé sur l'intégration plus poussée. Ce concept est très important à mentionner en parlant de l'histoire de l'Union européenne, car son existence ainsi que l'existence d'une collaboration renforcée jouent un rôle clé dans les événements contemporains.

L'intérêt des pays d'Europe centrale et orientale d'adhérer à l'Union européenne et donc la possibilité d'un nouvel élargissement, ont provoqué la nécessité de la mise à jour du traité d'Amsterdam. Conséquemment le traité de Nice a été signé le 26 février 2001 et est entré en vigueur deux ans plus tard en 2003. Les changements effectués par rapport à l'établissement du traité de Nice ont facilité le 5<sup>ème</sup> et le 6<sup>ème</sup> élargissement qui s'est déroulé le 1<sup>er</sup> mai 2004. Basé sur des référendums nationaux, dix nouveaux États se sont attachés à l'Union européenne. Il s'agissait de la République Tchèque, l'Estonie, le Chypre, la Lituanie, la Lettonie, l'Hongrie, la Malte, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie. La Roumanie et la Bulgarie faisaient aussi parti de ce groupe d'États mais à cause de certaines complications n'ont pu adhérer l'UE qu'en 2007.

En parlant des traités particuliers de l'Union européenne il ne faut pas oublier la Constitution européenne, l'un des plus grands projets depuis sa création. La Constitution a été signée le 29 octobre 2004 et aurait du être ratifiée dans tous les pays membres, à cette époque là, partout les États membres de l'Union Européenne actuelle sauf la Roumanie et la Bulgarie. Ce projet a pris comme objectifs le renforcement des pouvoirs des institutions européennes et notamment l'approche de l'Europe vers ses citoyens représenté par la création de l'identité européenne sur un plan international. D'après les experts, le texte de la Constitution a été rédigé d'une façon très compliquée et incompréhensible pour les gouvernements nationaux.<sup>3</sup> C'est ainsi pourquoi la France

---

<sup>3</sup> KLAUS, V. *Evropská integrace bez iluzí*. Praha: Euromedia Group, k. s., 2011. p 93

et le Pays-Bas ont refusé de le ratifier et le grand projet a subi un grand échec qui a mené à une réouverture des dialogues parmi les représentants des pays membres.

Suite à plusieurs années de négociation sur des questions institutionnelles, les députés des pays membres de l'UE se sont mis d'accord et ont signé un nouveau traité, le traité de Lisbonne qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2007, après des propres procédures de ratification dans tout les vingt-sept pays membres. Le processus de ratification du traité de Lisbonne peut être considéré comme assez compliqué à cause de l'échec précédant du projet de la Constitution européenne. Le président français Nicolas Sarkozy a avancé l'usage d'une nouvelle terminologie « traité simplifié » ou « mini-traité » pour le traité de Lisbonne qui est associé au texte compliqué de la Constitution européenne. La plus grande différence entre le traité de Lisbonne et les traités précédents repose sur le fait que ce traité ne remplace pas les anciens traités, il les modifie en profondeur. Parmi les modifications les plus importants il faut mentionner la mise en place d'une possibilité de quitter l'Union Européenne et en particulier le renforcement du rôle du Parlement européen qui devient directement élu par les citoyens de l'Union Européenne. Le traité de Communauté Européenne est renommé au traité de fonctionnement de l'Union Européenne et la subjectivité juridique de l'UE est lancée. Le traité de Lisbonne défini quels sont les pouvoirs institutionnels exclusifs de l'Union européenne et de l'autre côté quels sont les pouvoirs communs des pays membres.

Voici le tableau des exemples des pouvoirs exclusifs et des pouvoirs communs

<i>Les pouvoirs exclusifs de l'UE</i>	<i>Les pouvoirs communs des pays membres</i>
✓ <b>Union douanière</b>	✓ <b>Marché intérieur</b>
✓ <b>Marché commun</b>	✓ <b>Environnement</b>
✓ <b>Politique monétaire de la zone euro</b>	✓ <b>Infrastructure</b>
✓ <b>Politique commerciale commune</b>	✓ <b>Sécurité nationale</b>

*Tableau n°1 : Les pouvoirs exclusifs et les pouvoirs communs*



### *La stratégie de Lisbonne*

En 2000 l'Union Européenne a approuvé la stratégie de Lisbonne. Le but de la stratégie était de transformer l'Union Européenne actuelle à une économie dynamique et compétitive qui dépasserait les États-Unis. Cinq ans plus tard les représentants des pays membres étaient obligés de vérifier les stratégies habilitées car la réalité ne correspondait pas aux prévisions. Nous pouvons constater que la stratégie de Lisbonne a été basée sur des objectifs irréels et des espoirs excessifs.

### *La stratégie Europe 2020*

Cette stratégie fait suite aux stratégies de Lisbonne en adoptant l'idée d'une économie intelligente, durable et inclusive. Ces trois priorités qui se renforcent mutuellement doivent aider l'Union et ses États membres à assurer des niveaux élevés d'emploi, de productivité et de cohésion sociale. Concrètement l'Union Européenne a fixé les objectifs suivants à atteindre d'ici 2020 :

- Un emploi pour 75% de la population âgée de 20 à 64 ans
- Investissement de 3% du PIB de l'UE dans la recherche et l'innovation
- Réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20%
- Augmentation de 20% de l'efficacité énergétique
- Abaissement du taux de décrochage scolaire à moins de 10%
- Un diplôme de l'enseignement supérieur pour au moins 40% de la population âgée de 30 à 34 ans
- Réduction d'au moins 20 millions du nombre de personnes touchées ou menacées par la pauvreté et l'exclusion sociale.

## **2.4 L'intégration économique – les étapes**

A mesure qu'augmentent les échanges et les investissements internationaux, on assiste à une intégration économique de plus en plus poussée de la part de certains groupes de pays. L'intégration économique est un processus d'assimilation des pays membres qui collaborent afin d'éliminer les barrières du marché ainsi que les blocages commerciaux et de promouvoir la stabilité économique. L'intégration économique formelle se fait par étapes, la première étant la réduction et la suppression des obstacles au commerce, et la dernière, la création d'une union économique. Voici les étapes concrètes d'une intégration économique.

### **2.4.1 La zone de libre-échange**

Il s'agit du niveau de base de l'intégration économique. Les États membres éliminent les barrières du commerce réciproquement mais en même temps gardent leur propre approche au commerce avec les autres pays non-membres – les pays tiers. L'accord de libre-échange suppose la suppression des tarifs et des quotas d'importation. Ce libre-échange peut se limiter à certains secteurs ou viser la totalité des échanges.<sup>4</sup>

### **2.4.2 L'union douanière**

L'union douanière pousse plus loin la notion de libre-échange puisque, hors de la suppression des barrières internes au commerce, elle exige des pays membres qu'ils harmonisent leurs politiques commerciales extérieures. Autrement dit les pays membres d'une zone de libre-échange imposent des tarifs extérieurs et des quotas d'importation communs sur les produits provenant des pays tiers. Dans ce cas, nous pouvons mentionner les échanges commerciaux parmi l'Union Européenne et la Turquie.<sup>5</sup>

---

<sup>4</sup> Division de l'économie, *Michael Holden* [ online ] [ cit.30.3.2012 ]. Accessible sur <http://publications.gc.ca/Collection-R/LoPBdP/inbrief/prb0249-f.htm>

<sup>5</sup> Division de l'économie, *Michael Holden* [ online ] [ cit.30.3.2012 ]. Accessible sur <http://publications.gc.ca/Collection-R/LoPBdP/inbrief/prb0249-f.htm>

### **2.4.3 Le marché commun**

Le marché commun représente un pas important par rapport à l'intégration économique. Il s'agit d'une union douanière complétée par une libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux. Ces quatre domaines sont souvent intitulés comme les quatre libertés. Autrement dit le marché commun supprime les obstacles à la circulation des personnes, des capitaux et d'autres ressources à l'intérieur de la zone, tout en éliminant les barrières non tarifaires au commerce, par exemple le traitement réglementaire des normes sur les produits. De l'autre côté il faut mentionner que le marché commun exige une grande harmonisation des politiques des pays membres dans plusieurs domaines. Si les pays membres ne sont pas harmonisés, le marché commun ne peut pas fonctionner. L'avantage le plus important de cette étape d'intégration économique est sans aucun doute l'efficacité.<sup>6</sup>

### **2.4.4 L'union économique et monétaire**

L'union économique et monétaire est en effet le marché commun auquel s'ajoute l'harmonisation d'un certain nombre de domaines stratégiques clés. Plus particulièrement l'union économique et monétaire comporte une coordination officielle des politiques monétaires et budgétaires ainsi que des politiques relatives au marché du travail, au développement régional, aux transports et à l'industrie. Les économies nationales transportent une partie de leurs pouvoirs aux institutions supranationales qui ensuite adoptent des lois sur le commerce pour assurer une application uniforme des règles à l'intérieur de l'union. Cette étape de l'intégration économique est aussi accompagnée par une monnaie commune et par une politique monétaire unifiée.<sup>7</sup>

### **2.4.5 L'Union politique**

Il s'agit d'une union économique et monétaire auxquelles s'ajoute une intégration politique basée sur des institutions supranationales qui assurent tout le processus du

---

<sup>6</sup> Division de l'économie, *Michael Holden* [ online ] [ cit.30.3.2012 ]. Accessible sur <http://publications.gc.ca/Collection-R/LoPBdP/inbrief/prb0249-f.htm>

<sup>7</sup> Division de l'économie, *Michael Holden* [ online ] [ cit.30.3.2012 ]. Accessible sur <http://publications.gc.ca/Collection-R/LoPBdP/inbrief/prb0249-f.htm>

fonctionnement de l'union. Tous les pouvoirs sont transportés des économies nationales aux institutions supranationales. Il s'agit donc d'une union fiscale dans laquelle tous les pays membres suivent la même politique fiscale en implémentant les mêmes tarifs des taxes. L'exemple concret est bien évidemment le cas des États-Unis. L'union politique peut être sous la forme d'une fédération (les États-Unis) ou la confédération (la Suisse).

8

Pour simplifier et clarifier le processus de l'intégration économique, voici le tableau du résumé des étapes :

<i>Les étapes de l'intégration économique</i>	
<i>La zone de libre-échange</i>	Aucun tarif et aucun quota d'importation entre les pays membres
<i>L'union douanière</i>	La zone de libre-échange + tarif extérieur commun
<i>Le marché commun</i>	L'union douanière + libre circulation des biens, services, personnes et capitaux
<i>L'union économique et monétaire</i>	Le marché commun + monnaie et politique monétaire commune
<i>L'union politique</i>	L'union économique et monétaire + les institutions politiques

Tableau n°2 : Les étapes de l'intégration économique<sup>9</sup>

<sup>8</sup> Division de l'économie, *Michael Holden* [ online ] [ cit.30.3.2012 ]. Accessible sur <http://publications.gc.ca/Collection-R/LoPBdP/inbrief/prb0249-f.htm>

<sup>9</sup> Créé par l'auteur du mémoire.

## **3. L'Union économique et monétaire – UEM**

### ***3.1 La définition de la zone euro***

La *zone euro* est une zone monétaire qui regroupe les pays de l'Union Européenne ayant adopté l'euro comme monnaie unique. La zone euro fait partie de l'union économique et monétaire et regroupe actuellement dix-sept pays membres de l'UE. Elle a été créée en 1999 par les pays suivants: Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Portugal. La Grèce adhère en 2001 suivie par la Slovaquie en 2007, Chypre et la Malte en 2008, la Slovaquie en 2009 et finalement l'Estonie en 2011. La monnaie euro a commencé à être fabriquée en 1999 mais les billets et les pièces ne sont entrés en circulation qu'en 2002. Les pays membres de la zone euro doivent être obligatoirement des pays membres de l'Union Européenne, cependant il existe d'autres pays qui utilisent l'euro comme monnaie nationale mais ne font pas officiellement partie de l'UE. Parmi ces pays nous pouvons citer par exemple Monaco, San Marin ou bien le Vatican. L'Andorre utilise l'euro comme monnaie « factuelle », autrement dit, il s'agit de monnaie en circulation, couramment utilisée mais sans le statut juridique. L'euro est aussi utilisé au Kosovo ainsi qu'au Monténégro par rapport à la tradition de la Marque allemande qui représentait dans ces deux pays la monnaie factuelle. D'après le Traité de l'Union européenne signé en 1992 tous les autres pays membres de l'UE devraient adhérer la zone euro des qu'ils rempliront les conditions nécessaires. Le Royaume Uni et le Danemark représentent les deux seules exceptions qui ont été exclues de l'Union monétaire. En ce qui concerne la Suisse, la plupart des achats peuvent être réglés dans cette devise même si elle ne fait pas partie ni de la zone euro, ni de l'Union européenne. En plus la plupart des grandes entreprises nationales permettent de payer soit en franc suisses, soit en euros. Il s'agit des grandes corporations nationales comme par exemple Migro, Coop ou bien la Poste Suisse. Les centres touristiques acceptent également l'euro et tous les prix sont affichés en franc suisse et en euros. Les billets et les pièces de monnaie en euro circulent dans la population depuis le premier janvier 2002 et sont actuellement utilisés par plus de 300 millions d'Européens qui vivent dans les pays membres de la zone euro autrement appelée l'Euro groupe.

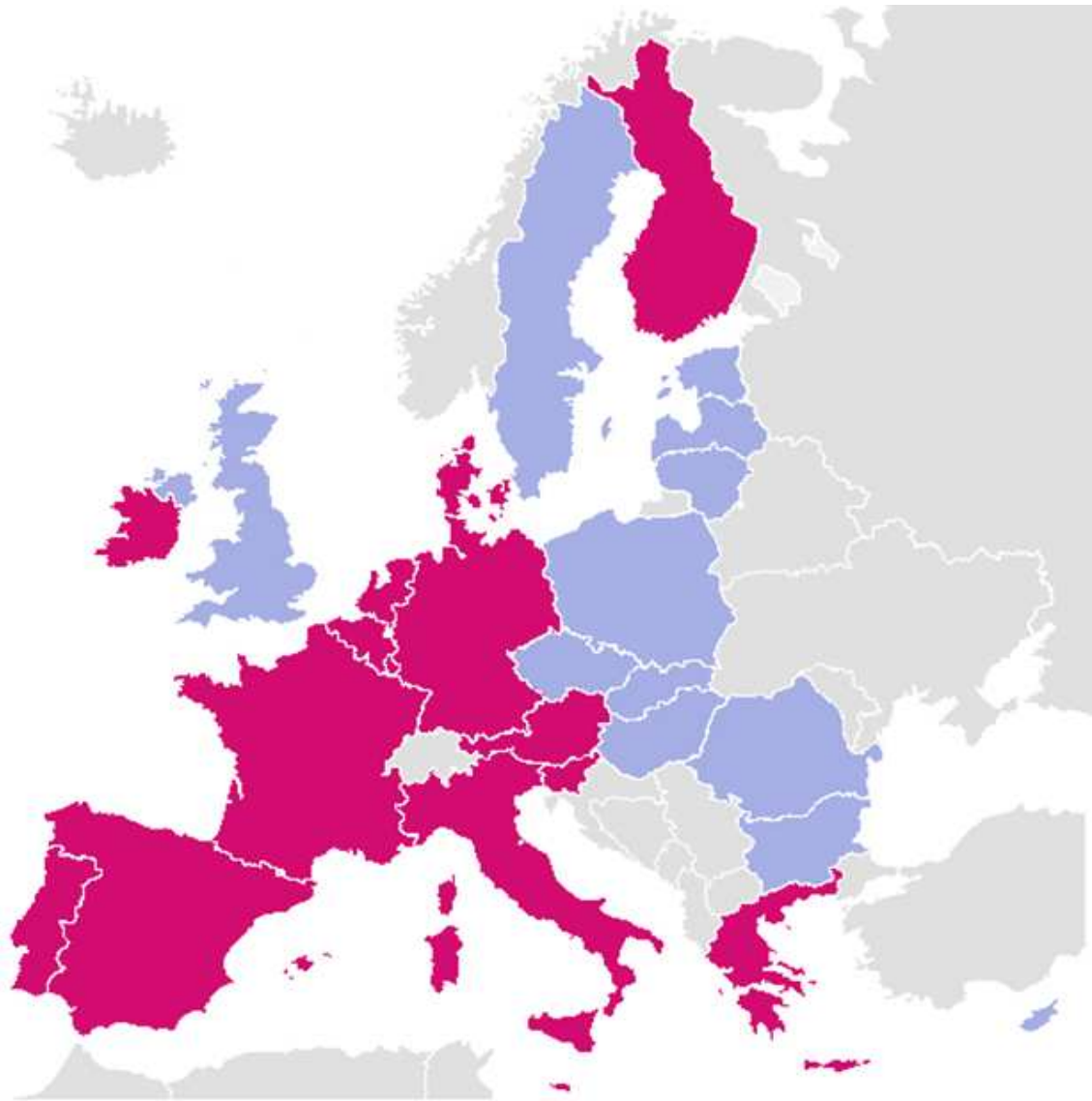


Figure n°1 : La carte de la zone euro<sup>10</sup>

#### La légende

Rouge – les pays membres de la zone euro

Bleu – les pays membres de l'UE mais hors la zone euro

Gris – les pays hors de l'UE

---

<sup>10</sup> Zavedení eura v České republice. [ online ]. [ cit.22.1.2012 ]. Accessible sur [http://www.zavedenieura.cz/cps/rde/xchg/euro/xsl/euro\\_eurozona.html](http://www.zavedenieura.cz/cps/rde/xchg/euro/xsl/euro_eurozona.html)

## **3.2 Le profilage de l'Union économique et monétaire**

Il y a déjà une dizaine d'années que les premières pièces et billets d'euro sont entrés en circulation pour la première fois. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002 la monnaie européenne fait partie de la vie quotidienne de plus de 330 millions de citoyens européens. Il s'agit d'une monnaie reconnue sur le marché mondial ainsi que de l'instrument de paiement dans 17 pays des 27 États membres de l'Union européenne, autrement dit l'Union économique et monétaire. Mais si on veut comparer la situation actuelle de l'euro et la future évolution potentielle, il faut retourner avant le 1<sup>er</sup> janvier 1999 car à cette époque la forme dématérialisée de l'euro a été établie. De plus en plus les citoyens de l'Union européenne se posent la question si la situation actuelle de l'euro est le résultat d'un désir politique ou d'une nécessité économique ou bien la combinaison de ces deux derniers.<sup>11</sup> Le débat sur cette problématique nous ramène à l'âge des premiers pas du processus d'intégration en Europe. L'approfondissement de l'unification européenne après la deuxième guerre mondiale, dont l'objectif était de promouvoir la paix sur le continent et écarter la violence et les conflits potentiels, représentait la première impulsion. Au début des années soixante et notamment au cours des années soixante-dix, juste après la ratification du traité fondant la Communauté Economique Européenne, les représentants des États membres ont été obligés de faire face à un nouveau problème qui a surgit. La coordination des politiques monétaires des États membres et en particulier la stabilisation du taux de change des monnaies nationales sont devenues sans aucun doute inévitables.

### **3.2.1 Le plan Werner**

L'exigence d'une intégration économique plus avancée menait à la création d'un groupe d'experts sous la direction de l'ancien premier ministre et ministre des finances du gouvernement luxembourgeois Pierre Werner. Le 8 octobre 1970 ce groupe d'experts a pour la première fois donné l'occasion de constituer une union économique et monétaire. Ce projet a été décrit et exprimé dans un document appelé Le rapport Werner qui prévoyait la mise en place de l'Union économique et monétaire en trois

---

<sup>11</sup> KLAUS, V. *Evropa Václava Klause*. Praha: Knižní klub, 2004. p 67

étapes, sur une période de dix ans en commençant au début de l'année 1971. La première étape a prévu la finalisation du libre échange des biens, services, personnes et capitaux. L'objectif de la deuxième étape était de parvenir à la convertibilité irréversible des monnaies des États membres, la libération totale des mouvements de capitaux et la fixation irrévocable des taux de change, voire le remplacement des monnaies nationales par une monnaie unique. La dernière étape supposait la prise en charge de tous les pouvoirs par des organes communs européens, autrement dit institutionnaliser les activités de l'UEM. Pierre Werner peut être considéré comme l'un des pères, voire l'architecte de l'Union économique et monétaire et de l'euro.

Les suppositions du plan Werner

- La création d'un centre de décision pour la politique économique
- La gestion institutionnelle de la politique monétaire
- La création d'un système communautaire de banques centrales
- La politique commune pour le marché des capitaux
- L'établissement d'une monnaie unique commune
- L'unification des systèmes fiscaux

Même si l'avis général différait, le plan Werner a été ratifié le 22 mars 1971.



*Figure n°2 : Pierre Werner dans son bureau ministériel<sup>12</sup>*

---

<sup>12</sup> Archives familiales Pierre Werner [ online ] [ cit.12.2.2012 ]. Accessible sur <http://www.cvce.eu/recherche/projet-werner>



### 3.2.2 Le serpent monétaire européen

Les pays européens ont été gravement touchés par la crise financière de la fin des années soixante et surtout par les troubles monétaires du début des années soixante-dix. La dévaluation du franc français, la réévaluation du mark allemand ou l'effondrement du système monétaire international de Bretton Woods ont été des facteurs qui ont déstabilisé les marchés européens.

Le ministre allemand de l'Économie et des Finances, Karl Schiller, prône une politique de stabilité rigoureuse pour sortir de la crise. La France, hésitante dans un premier temps, a finalement fini par rejoindre son partenaire allemand dans son désir de stabilité monétaire. Les Accords de Washington (Smithsonian Agreement) du 18 décembre 1971 ont fixé de nouvelles parités entre les monnaies européennes et le dollar. Mais ils mettaient également en place le tunnel monétaire en élargissant les marges de fluctuation des principales monnaies européennes autour d'un taux pivot (2,25 %). Réuni à Bâle le 10 avril 1972, le Comité des gouverneurs des banques centrales européennes a instauré un système additionnel de rétrécissement des marges. L'Accord de Bâle a donné ainsi naissance au Serpent monétaire européen dans le tunnel. Entré en vigueur le 24 avril 1972, le serpent a permis l'intervention des banques centrales en monnaies européennes dans les limites des marges de fluctuation réduites à 2,25 % correspondantes aux marges autorisées entre le dollar et les monnaies des six États membres de la Communauté Economique Européenne.<sup>13</sup> Le serpent a donc été réduit de moitié par rapport à la largeur du tunnel. Alors que le processus d'adhésion à la CEE était encore en cours, la livre sterling, la livre irlandaise et la couronne danoise ont rejoint le serpent le 1er mai 1972. Faisant l'objet de nouvelles spéculations au même titre que le dollar, ces trois monnaies ont pourtant été contraintes d'en sortir quelques semaines plus tard.<sup>14</sup>

---

<sup>13</sup> Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe [ online ] [ cit.30.3.2012 ]. Accessible sur <http://maltez.info/cosmopolis/anode1970/Recortes%20CVCE.htm>

<sup>14</sup> BRŮŽEK, A. *Závěrečná fáze realizace Evropské měnové unie a společné měny euro*, Praha: VŠE, 2002. p 45

### **3.2.3 Le Système monétaire européen**

Le Système monétaire européen (SME) a commencé son activité le 13 mars 1979. Il constituait la base des relations monétaires entre les pays membres de la Communauté Économique Européenne ainsi que, quelques années plus tard, des pays de l'Union Européenne. La diminution du pouvoir économique du dollar américain et l'affaiblissement de sa stabilité monétaire sur le marché mondial ont provoqué cette nouvelle initiative sur le continent européen. Le dollar américain ne représentait plus une monnaie crédible sur le marché international. Le serpent monétaire européen peut être considéré comme une solution rapide qui a permis d'assurer une certaine stabilité monétaire. Mais restant quand même assez limitée, cette solution n'arrivait pas à accomplir tout le nécessaire.

Ayant comme but une coopération étroite entre les pays membres, le Système Monétaire Européen aspirait à former une zone de stabilité monétaire en Europe. A part des pays membres de la Communauté économique européenne, c'est à dire la Belgique, le Danemark, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, le Pays Bas, l'Allemagne et la Grande Bretagne, les autres pays européens sont au fur et à mesure devenus les nouveaux participants du SME. Comme on l'a déjà mentionné, l'objectif principal du SME a été de resserrer la coopération en matière de politique monétaire entre les pays de la Communauté afin d'aboutir à une zone de stabilité monétaire en Europe. D'un point de vue économique il s'agissait d'un projet d'une véritable union monétaire au sein de laquelle tous les pays concernés partageraient une monnaie commune.

Le Système monétaire européen portait sur des caractéristiques uniques que l'on ne retrouvait pas dans le système de Bretton Woods. Il s'agissait d'un projet fondé sur le bilatéralisme, qui utilisait une monnaie étalon de référence, et qui autorisait l'obtention de crédits sans principe de conditionnalité.

Le SME a été basé sur trois éléments principaux, liés l'un à l'autre.

- L'Unité de compte européenne (ECU – European Currency Unit)
- Le mécanisme de crédit
- Le mécanisme de taux de change

L'Unité de compte européenne était une devise internationale créée en 1979 avant l'adoption du nom de l'euro. Cette unité de compte a été adoptée afin de limiter les fluctuations des taux de changes des États membres de la Communauté économique européenne. L'ECU ne peut pas être considéré comme une vraie monnaie mais plutôt comme un panier de valeurs. Tout simplement expliqué: la faiblesse d'une monnaie du panier a été compensée par la force d'une autre monnaie. L'ECU représentait la base du système monétaire européen qui a permis la réalisation des transactions entre les banques centrales en assurant des réserves monétaires de la Communauté. L'Unité de compte européenne a été utilisée comme une unité scripturale du mécanisme de crédit et particulièrement comme le moyen de paiement pour les banques centrales, le budget européen ainsi que pour la banque européenne d'investissement. Même si le nom de l'ECU a été intégré dans le traité de Maastricht, appelé traité de l'UE, les représentants des pays membres ont finalement décidé de l'abandonner et le nom « euro » est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

En ce qui concerne le mécanisme de crédit, il a été assuré par le Fond européen de la coopération monétaire sous la forme des crédits à court terme.

Finalement, en parlant du dernier élément principal du Système monétaire et économique - le mécanisme de taux de change européen, introduit par la Communauté, il faut souligner que ce mécanisme a été destiné à augmenter la crédibilité de la monnaie, prévoir les risques potentiels provenant des taux de change et notamment à stabiliser les cours des devises européennes. D'un autre point de vue le mécanisme de taux de change en faisant suite au système du serpent monétaire a été créé pour juguler l'inflation des États membres et développer le commerce et toutes les activités économiques en général dans la zone intra-communautaire. Toutes les monnaies de tous les pays membres possédaient un taux de change fixe par rapport à l'Unité de compte

européen. Les banques centrales ont été chargées de maintenir ce taux de change en utilisant des interventions spécifiques si nécessaire. L'écart accordé à ne pas dépasser, autrement appelé le point d'intervention a été fixé à  $\pm 2,25$  %. Cependant à cause de plusieurs problèmes internes dans le Système économique et monétaire, le point d'intervention a été changé à  $\pm 15$  %. La nouvelle zone de fluctuations a donc été établie.

Nous pouvons constater que le projet du Système économique et monétaire et sa réalisation dans la vie pratique a permis aux gouvernements nationaux de poser les bases d'une vraie union économique et monétaire et en même temps réaliser une politique anti-inflationniste. Grâce à la possibilité d'une coordination commune des économies nationales, les pays membres de la Communauté ont pu avancer tout le processus d'intégration du continent européen. De l'autre côté, certaines sources mentionnent des effets négatifs tels que le ralentissement de la croissance économique des pays membres, l'augmentation du taux de chômage en général ou bien l'altération de la balance commerciale étrangère.

### 3.2.4 La réalisation de l'UEM

La stabilité monétaire comme résultat du fonctionnement du SEM a provoqué une nouvelle initiative dans le processus d'intégration. En 1985 les États membres des Communautés européennes se sont mis d'accord sur la fondation d'un marché commun européen dont l'objectif était de faciliter la circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux.

Le sommet des représentants s'est déroulé à Hanovre en 1988 et la coopération internationale sur le projet de l'unification de l'Europe a pu continuer. Les négociations ont été basées sur un document rédigé par un comité placé sous la présidence de Jacques Delors, président de la Commission européenne. En avril 1989 ce comité publie le « Rapport Delors » ou « Plan Delors » qui pose l'objectif de l'Union économique et monétaire caractérisée par la fixation définitive des taux de change et la création d'une monnaie unique. Le Rapport de Delors propose la création d'une union monétaire et économique en trois étapes individuelles qui se suivent l'une, l'autre.

On peut constater qu'il s'agissait d'un projet plus ambitieux que le Rapport de Werner en particulier dans certains aspects. Le Rapport de Delors a prévu la mise au point d'une zone économique comme un territoire avec une seule monnaie dont la politique monétaire serait gérée au niveau supranational. Autrement dit les représentants ont prévu d'établir une banque centrale unique qui aurait toutes les compétences en ce qui concerne la gestion de la politique monétaire avec tous les pouvoirs supranationaux nécessaires.

Comme déjà mentionné, le Plan Delors a prévu la création de l'union économique et monétaire en trois phases individuelles.

- La première phase de l'UEM            1989 - 1993
- La deuxième phase de l'UEM        1993 - 1999
- La troisième phase de l'UEM        1999 – présent

### 3.2.4.1 La première phase de l'UEM

Puisque la première phase de l'UEM n'exigeait aucune adaptation juridique, le Conseil européen a décidé qu'elle commencerait le 1<sup>er</sup> juillet 1990 après le sommet de Madrid qui se déroula en juin 1989. Cette étape est caractérisée par la libéralisation complète des marchés des capitaux et par l'utilisation libre de l'Unité de compte européenne. Le Comité des gouverneurs des banques centrales des États membres de la Communauté économique européenne, qui jouait un rôle de plus en plus important dans la politique monétaire depuis sa création en 1964, s'est vu confier de nouvelles responsabilités. Un autre objectif de cette étape a été de perfectionner la collaboration entre les banques centrales nationales et l'amélioration de la convergence économique. Afin de mettre en place la structure institutionnelle requise, il fallait modifier le traité instituant la Communauté européenne – le traité de Rome. Pour cela une conférence intergouvernementale sur l'UEM a été convoquée. Les négociations ont mené à la signature d'un nouveau traité signé à Maastricht le 7 février 1992. Le traité de Maastricht est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1993 et représentait une modification du traité de Rome.

« Amendments to the EEC Treaty – Economic and monetary union » a été le document qui jouait le rôle le plus important par rapport à l'évolution de l'Union économique et monétaire.<sup>15</sup> Du point de vue de la politique monétaire, le contenu du document peut être divisé en plusieurs parties. Premièrement les pays membres se sont mis d'accord sur le fait que le début de la deuxième phase commencera le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et que l'Institut monétaire européen commencera ses activités. Le document a aussi ratifié la gestion institutionnelle de la future union européenne par le système des banques centrales dont l'objectif principal était de promouvoir la stabilité des prix. L'Institut monétaire européen aurait du être remplacé par la Banque centrale européenne dont les représentants ont prévu de créer dans la troisième phase de l'Union monétaire européenne. Cependant la fonction la plus importante de l'Institut monétaire européen était d'assurer l'exécution des critères de convergences. L'accomplissement des critères de convergences a été indispensable pour rejoindre l'Union économique et monétaire.

---

<sup>15</sup> BRŮŽEK, A. *Realizace evropské měnové unie a společné měny euro – první rok existence*, Praha, 2000

Vu que les États membres montraient des différences économiques assez considérables, l'accomplissement des Critères de convergence est devenu nécessairement indispensable pour les pays qui désiraient participer à l'UEM et adopter la monnaie commune. Autrement dit les Critères de convergence, souvent appelés les Critères de Maastricht, doivent être respectés afin d'assurer le rapprochement des indicateurs économiques des pays membres. Le pays candidat doit respecter certains indicateurs économiques afin d'adhérer la zone euro. Dans ce cas la il faut aussi mentionner qu'une fois entrés, les pays membres doivent continuer à respecter ces critères sous peine de sanctions. Les critères ont été établis lors du Traité de Maastricht, signés par les membres de l'Union européenne le 7 février 1992. Les quatre critères sont définis dans l'article 121 du traité instituant la Communauté européenne.

Voici les quatre critères de convergence, Critères de Maastricht :

#### Stabilité des prix

Le taux d'inflation d'un État membre ne doit pas dépasser de plus de 1,5 % celui des trois États membres présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix.

#### Taux d'intérêt à long terme

Les taux d'intérêt ne doivent pas dépasser de plus de 2 % ceux des trois États membres présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix.

#### Déficit public annuel

Il est interdit d'avoir un déficit public annuel supérieur à 3% du PIB.

#### Dettes publiques

Il est interdit d'avoir une dette publique supérieure à 60% du PIB.

#### Stabilité monétaire

Il est interdit de dévaluer sa monnaie. L'État membre doit avoir participé au mécanisme de taux de change du Système monétaire européen sans discontinuer pendant les deux années précédant l'examen de sa situation, sans connaître de tensions graves.

### 3.2.4.2 La deuxième phase de l'UEM

La deuxième phase de l'Union économique et monétaire a commencé le 1<sup>er</sup> janvier 1994 quand l'Institut monétaire européen a initié ses activités. Parmi les objectifs principaux de l'Institut on peut citer les points suivants :

- Préparer les conditions nécessaires pour la mise à jour de la politique monétaire commune afin de la réaliser en entrant dans la troisième phase de l'UEM (en particulier définir les instruments de la politique monétaire, harmoniser les statistiques monétaires etc.
- Préparer la production et la distribution des nouveaux billets et pièces européennes
- Surveiller le Système monétaire européen afin de le préparer à la transformation d'une monnaie unique
- Contrôler individuellement l'accomplissement des critères de convergence des pays membres
- Supporter les banques centrales nationales

D'après les évaluations annuelles de l'Institut monétaire européen en 1995, les représentants de l'Union ont été obligés de constater que l'accomplissement des critères de convergence n'a pas arrivé aux résultats qui ont été prévus. Ces résultats, disons insatisfaisants, ont provoqué la nécessité de prolonger le début de la troisième phase de l'Union économique et monétaire. Il était évident que les États membres n'étaient pas capables d'arriver au point d'intégration demandé vu que pour la plupart d'eux l'accomplissement des critères de convergence restaient loin de la réalité. Pour cela, la date du commencement de la troisième étape a été changée et prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Les critères de convergence spécifient sous quelles conditions exactes le pays candidat peut adhérer à l'Union économique et monétaire. Le moyen de contrôle le plus important qui faciliterait la surveillance était la mise à jour de certaines règles que les États membres doivent respecter afin d'assurer la discipline économique. C'est pourquoi le 17 juin 1997 le Conseil européen adopta le Pacte de stabilité et de croissance.



Le Pacte de stabilité et de croissance est un instrument dont les pays membres de la zone euro se sont dotés afin de coordonner leurs politiques budgétaires nationales et d'éviter l'apparition de déficits budgétaires excessifs. Le non respect potentiel de la discipline économique est sanctionné financièrement par le Conseil européen. D'après le Pacte de stabilité et de croissance tous les participants de la zone euro sont obligés de déployer tous les efforts afin d'avoir un budget équilibré ou bien un budget excédentaire. Les pays dont le déficit public dépasserait 3% du PIB doivent immédiatement apporter des règlements afin de mettre fin à cette situation. Dans le cas contraire ces pays doivent être sanctionnés par le Conseil européen. Le Pacte définit en même temps certains cas exceptionnels dans lesquels le déficit national peut dépasser 3%. Parmi ces cas on peut citer en particulier des catastrophes naturelles ou bien la baisse économique supposée et annoncée. La disposition multilatérale qui a été mise à jour comme une disposition préventive signifie que le Conseil européen, réunissant les ministres de l'Économie et des Finances de l'Union, surveille les États membres de la zone euro en leur adressant des recommandations en cas de dérapage budgétaire. Chaque pays de la zone euro doit en même temps présenter ses objectifs budgétaires dans un programme de stabilité actualisé annuellement.<sup>16</sup>

Le Pacte de stabilité et de croissance a été depuis sa création souvent accompagné par une forte critique de la part de certains hommes politiques qui ont avant tout souligné l'hétérogénéité économique des pays membres de la zone euro. Ce fait peut être théoriquement considéré comme le début de la crise du processus d'intégration puisque la Commission Européenne a sanctionné la France et l'Allemagne, les deux pays créateurs du Pacte, pour avoir un très large déficit public. L'Europe a finalement été séparée entre deux groupes. Ceux qui ont supporté les règles déjà existantes, et ceux qui les ont critiqués en exigeant une interprétation plus effective. En 2005 les États membres se sont mis d'accord sur une révision des principes du pacte. Les cas exceptionnels ont été étendus et les délais temporels pour des règlements correctifs ont été prolongés. Il est évident que dans ce cas là qu'on peut voir l'origine de la crise de la dette publique dans la zone euro actuelle.<sup>17</sup>

---

<sup>16</sup> Le Pacte de stabilité et de croissance [ online ] [ cit.30.3.2012 ]. Accessible sur [http://www.cesa.air.defense.gouv.fr/IMG/pdf/Le\\_Pacte\\_de\\_stabilite\\_et\\_de\\_croissance.pdf](http://www.cesa.air.defense.gouv.fr/IMG/pdf/Le_Pacte_de_stabilite_et_de_croissance.pdf)

<sup>17</sup> Le Pacte de stabilité et de croissance [ online ] [ cit.30.3.2012 ]. Accessible sur [http://www.cesa.air.defense.gouv.fr/IMG/pdf/Le\\_Pacte\\_de\\_stabilite\\_et\\_de\\_croissance.pdf](http://www.cesa.air.defense.gouv.fr/IMG/pdf/Le_Pacte_de_stabilite_et_de_croissance.pdf)

### 3.2.4.3 La troisième phase de l'UEM

Avec la création de l'Union économique et monétaire le 1<sup>er</sup> janvier 1999, le Système monétaire européen est entré officiellement dans sa troisième et dernière phase. Le sommet de Bruxelles a décidé quels pays seront les membres initiaux. Au total onze pays européens ont accompli des critères de convergence et donc adhéré à l'Union économique et monétaire dès son commencement en 1999. Concrètement il s'agissait de la Belgique, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, l'Allemagne, le Pays-Bas, le Portugal, l'Autriche et l'Espagne. Quatre pays membres de l'UE sont restés hors de la zone euro et la Grande-Bretagne ainsi que le Danemark ont refusé de l'adhérer. En ce qui concerne la Suède, même si le pays a montré un intérêt de participer, la chambre des députés suédoise a finalement pris la décision de rester hors de la zone euro. Dans ce cas là il faut sans aucun doute mentionner la Grèce qui n'a accompli aucun critère de convergence en 1999 mais pourtant est devenue membre de la zone euro exactement deux années plus tard, le 1<sup>er</sup> janvier 2001. L'une des choses les plus importantes par rapport à la création officielle de l'UEM était le fait que les taux de change des monnaies des onze États membres ont été irrévocablement fixés. L'euro comme monnaie commune a été introduit premièrement sur les marchés financiers, autrement dit il a été utilisé uniquement pour des paiements par virement bancaire. Ce n'est qu'en 2002 que l'euro en tant que monnaie est entré en circulation et est ainsi devenu officiellement la monnaie fiduciaire utilisé dans tout les douze États membres de la zone euro dont la politique monétaire unique a été institutionnellement gérée par la Banque centrale européenne.



Figure n°3 : Les formes officielles de l'euro<sup>18</sup>

Parmi les pas les plus importants de la troisième phase de l'UEM, il faut inclure les démarches suivantes :

- L'abolition du panier monétaire
- L'euro est entré en vigueur comme la monnaie unique fiduciaire pour tous les pays membres de la zone euro
- La mise en place du fonctionnement de la Banque centrale européenne et du Système européen des banques centrales
- Le transport de pouvoirs des banques centrales nationales à la BCE qui commence à gérer la politique monétaire de l'Union
- La suppression du marché de devises
- L'unification des taux d'intérêt entre les banques

Nous pouvons constater qu'après une dizaine d'années d'effort, le processus de l'intégration économique et monétaire a été achevé. Les représentants ont fait du projet « euro » la réalité et les autres pays européens ont au cours des années suivantes commencé à adhérer à la zone. La Slovénie est officiellement devenue un nouveau membre de la zone euro le 1<sup>er</sup> janvier 2007 suivi par Chypre et Malte, qui ont adopté l'euro le 1<sup>er</sup> janvier 2008 ainsi que la Slovaquie le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Le dernier pays européen qui a récemment adhérer à la zone euro est l'Estonie le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Comme il a été déjà mentionné, la zone regroupe actuellement dix-sept pays membres de l'Union européenne. Tous les dix-sept pays ont retiré leurs monnaies nationales de la circulation et se sont mis à utiliser l'euro comme la monnaie unique et fiduciaire. Savoir s'il s'agit d'un chiffre final ou si le nombre des pays participants va encore augmenter ou baisser reste une question hypothétique.

---

<sup>18</sup> Créé par l'auteur du mémoire.

### **3.2.5 Les institutions monétaires européennes**

Le 1<sup>er</sup> janvier 1998 la Banque centrale européenne (BCE) ainsi que le Système européen de banques centrales (SEBC) ont été créés. La Banque centrale européenne comme la banque centrale de l'Union européenne siège à Francfort-sur-le-Main tandis que le Système européen de banques centrales est composé de la BCE et des vingt-sept banques centrales nationales des pays membres de l'Union européenne. Par rapport aux fonctionnalités définies, c'est le SEBC qui détermine la politique monétaire de la zone euro et c'est la BCE qui l'assure et le maintient.<sup>19</sup>

#### **3.2.5.1 La Banque centrale européenne**

La Banque centrale européenne assure la réalisation de la politique monétaire des pays de la zone euro depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Son objectif le plus important est de promouvoir le pouvoir d'achat de l'euro autrement dit la BCE favorise la stabilité des prix de la zone euro. La BCE a remplacé l'Institut monétaire européen et représente l'organe central de l'Euro système et du Système européen de banques centrales. Tous les pouvoirs particuliers des banques centrales nationales ont été transmis à la BCE afin d'établir une politique monétaire commune pour tous les États membres. Parmi les rôles les plus essentiels de la BCE on peut citer les suivants :

- La gestion de l'émission des billets dans la zone euro
- La promotion de la politique monétaire commune et sa mise en place
- La maintenance de la stabilité des prix
- La soutenance des objectifs économiques de l'Union
- Le maintien d'un niveau d'emploi élevé
- L'encouragement d'une croissance non-inflationniste
- La conduction de la politique de change de la zone euro
- La gestion des réserves de change des pays membres
- La mise en place des systèmes de paiement

---

<sup>19</sup> SYCHRA, Z. *Jednotná evropská měna*, Brno: MU, 2009. p 32

### **3.2.5.2 Le Système européen de banques centrales**

Pour pouvoir définir le Système européen de banques centrales il faut d'abord expliquer la notion de l'Euro système. D'un premier point de vue les deux institutions semblent être la même chose. La différence principale entre le SEBC et l'Euro système repose sur le fait que le SEBC regroupe la Banque centrale européenne ainsi que les banques centrales nationales des vingt-sept États membres de l'UE tandis que l'Euro système comprend la BCE plus les banques centrales nationales des pays qui ont adopté l'euro en 1999, c'est-à-dire les dix-sept pays de la zone euro. Autrement dit l'Euro système représente un sous-ensemble du Système européen de banques centrales.

Les banques centrales nationales sont seules autorisées à souscrire et à détenir le capital de la Banque centrale européenne. La souscription s'effectue selon une clé de répartition basée sur la part de chaque État membre de l'Union européenne dans le PIB et la population de l'Union.

En différence avec la BCE, le Système européen de banques centrales n'a pas obtenu le statut juridique car cette autorité a été premièrement créée pour coordonner les politiques monétaires individuelles des États membres. Son objectif n'est pas de prendre des décisions. Le SEBC promouvoir la stabilité des prix en utilisant les moyens disponibles pour lutter contre l'inflation avec un seul objectif d'assurer une croissance durable et équilibrée.

### **3.2.5.3 L'Euro système**

Comme déjà mentionné, l'Euro système regroupe la BCE et les banques centrales nationales des États membres de la zone euro – des pays membres de l'UE qui ont intégré l'euro. Il s'agit d'une autorité monétaire plus spécifique dont l'objectif principal est le même que pour la BCE ou le SEBC : maintenir la stabilité des prix pour le bien commun. Il s'agit également d'une autorité financière de premier plan dont l'objectif est de promouvoir l'intégration financière européenne et de sauvegarder la stabilité des finances des pays membres de la zone euro.

## 4. Les avantages et les risques de l'UEM

Pour pouvoir évaluer le succès de l'UEM et en conséquence déterminer les causes des problèmes actuels il faut d'abord observer les contributions attendues et notamment les risques mentionnés par rapport à la mise en place de la monnaie commune. Tout cela doit être observé pas seulement d'un point de vue des pays membres mais surtout sous l'angle des États membres de l'Union qui ont montré un intérêt à adhérer à la zone euro. C'est le cas de la République Tchèque. La création de l'union monétaire est un problème complexe qui produit un grand nombre de conjectures et de questions, et qui est avant tout lié aux conséquences économiques de longue durée. Malheureusement les conséquences économiques provoquées par la mise à jour de l'union monétaire sont indiscutablement difficiles à prévoir. L'intégration économique des États membres mène au fur et à mesure à la création d'une union fiscale et politique. Cependant la création elle même n'est pas facile à réaliser si les pays membres ne sont pas économiquement homogènes. C'est pourquoi le projet de l'Union économique et monétaire rencontre des difficultés dès son début.<sup>20</sup>

La plupart des avantages et des inconvénients ne peut pas encore être effectivement évaluée car les résultats ne sont pas encore disponibles. Cependant, certains impacts évidents peuvent être observés au niveau de chacun des pays membres ainsi qu'au niveau de toute l'Union européenne. Dans un premier temps nous allons analyser les contributions et les risques prévus de l'Union économique et monétaire afin de pouvoir évaluer leur accomplissement au cours des dernières années de fonctionnement de la zone euro. Il faut donc déterminer les causes des problèmes actuels et les raisons de la crise économique qui affecte quasi toute l'Europe en les comparant avec les résultats positifs d'un point de vue économique, politique ou bien culturel.

---

<sup>20</sup> LACINA, L. *Euro: ano/ne*, Praha: Alfa, 2010. p 12

## **4.1 Les contributions de la monnaie commune**

Les contributions apportées à la création d'une monnaie commune peuvent être examinées en particulier au niveau microéconomique. L'une des contributions les plus importantes est sans aucun doute la réduction des coûts de transaction. Un coût de transaction est un coût lié à un échange économique, plus précisément une transaction sur le marché. Les coûts de transaction dans notre cas sont ceux liés à l'échange sur le marché de la zone euro. La fixation irrévocable des taux de change des pays membres de l'UEM représente une réduction effective des coûts de transactions directs liés à la conversion d'une monnaie nationale à l'autre. La réduction des coûts de transaction indirecte repose sur la simplification de la comptabilité des entreprises, sur la diminution de la détention des devises et sur les virements internationaux entre les pays membres. Toutes les transactions réalisées en euro facilitent les relations économiques internationales en les rendant plus rapides, plus efficaces et moins chères car la nécessité de la conversion entre les monnaies nationales n'est plus exigée. Si les conversions ne sont plus indispensables, le système bancaire n'est pas tellement chargé et par la suite les relations économiques sont plus effectives.

Grâce à la simplification et l'accélération des paiements internationaux nous pouvons sans aucun doute remarquer la croissance du commerce international et l'augmentation des nouveaux investissements. L'épargne totale des coûts des transactions fait d'après les estimations 0,5% du PIB de l'Union européenne.<sup>21</sup>

L'euro comme monnaie unique facilite les situations de la vie de tous les jours aux consommateurs, commerçants, fabricants ou fournisseurs car elle permet la comparaison directe des prix et des services. Les prix au cœur de l'Union sont transparents et rendent les opportunités du marché plus faciles à effectuer. Respectivement la discrimination liée aux différents taux de change n'est plus possible. Au fur et à mesure de la stimulation du libre échange, les prix dans les États membres de la zone euro se nivèlent.

---

<sup>21</sup> LACINA, L. *Měnová integrace. Náklady a přínosy členství v měnové unii*. Praha: C.H.BECK, 2007. p 37

Il faut mentionner que le marché commun augmente théoriquement la crédibilité générale pour les investisseurs car c'est le marché commun et en particulier l'union monétaire qui créent les conditions convenables pour la circulation des facteurs de production. Dès la mise en place de l'UEM nous pouvons remarquer une certaine augmentation des investissements directs entre les États membres. Entre les années 1999 et 2006 cette augmentation est montée jusqu'à 15%. Cependant la situation actuelle nous prouve que la baisse de l'inflation et la diminution des taux d'intérêt ne peuvent pas être assurée uniquement par une monnaie commune mais ces deux dernières exigent d'autres conditions telles que l'existence de la zone monétaire optimale.

Le projet de l'Union économique et monétaire a aussi prévu l'amélioration de l'état des finances publiques de tout les pays membres, ce qui se rapporte aux critères de convergence que chaque pays membre de l'UEM doit accomplir. Les gouvernements nationaux ont été obligés de réaliser des réformes nécessaires. Cependant l'accomplissement de ces réformes n'a pas été proprement effectué et la discipline budgétaire n'a pas été tenue comme il fallait. Tout cela a provoqué l'arrêt de la croissance des économies nationales et au fur et à mesure la crise financière sur le continent européen.

L'euro est une forte monnaie mondiale qui fait partie des devises les plus puissantes telles que le Dollar américain ou le Yuan chinois. La plupart du commerce mondial ainsi que la circulation des capitaux est réalisée dans ces trois monnaies internationales. L'euro est la deuxième monnaie au monde pour le montant des transactions, après le dollar, et, depuis octobre 2006, la première monnaie au monde pour la quantité de billets en circulation avec 610 milliards d'euros. Cependant après le début de la crise économique mondiale, l'influence de l'euro est en train de baisser et la situation actuelle de la monnaie officielle de l'Union européenne semble être exactement l'opposé de ce qui était prévu. Avec la création de l'Union monétaire, la centralisation et la collection des réserves monétaires ne sont plus exigées pour les États membres et les banques centrales nationales n'exécutent pas d'interventions afin de maintenir la stabilité des cours de change. Tout cela mène à une réduction des coûts qui peut atteindre jusqu'à 4% du PIB, d'après les estimations de la Commission Européenne.



Un autre avantage représente le fait que l'intégration économique des marchés financiers européens permet de concurrencer le marché des actions et des obligations américain, considéré comme le plus puissant marché du monde. Grâce à la dérégularisation, la transparence et la réduction des coûts dans le domaine financier, la liquidité du marché augmente et les opportunités d'investissement se développent.

On peut constater que la monnaie commune devrait contribuer à l'intégration et la standardisation des économies nationales des États membres. La zone euro devrait apporter l'accroissement de la concurrence dont les européens pourront profiter afin d'obtenir un niveau de vie plus élevé.

Voici les avantages de la monnaie commune officiellement alléguée par la Commission Européenne :

- Renforcement du poids de l'Europe dans les organisations internationales, tels que le Fond monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques
- L'euro comme la devise internationale d'investissement et de réserve
- L'élimination des coûts de transaction et conséquemment la favorisation des échanges internationaux
- La disparition des fluctuations des cours de change
- La réduction des taux d'intérêt
- La possibilité pour les investisseurs d'accéder aux marchés plus importants et plus liquides.
- La réduction de l'incertitude sur le niveau des prix
- La coordination des politiques économiques

En parlant des contributions de l'euro il faut se rendre compte qu'il s'agit des avantages officiellement cités par la Commission Européenne et que l'Union Economique et Monétaire ainsi que l'Union Européenne elles mêmes sont des projets politiques qui ont, au fur et à mesure, apporté des tendances économiques. Autrement dit le souhait politique ne reflète pas toujours la situation économique. Même si la création de l'UEM a été le facteur le plus important dans le processus de l'intégration politique, l'intégration économique n'a pas été accomplie comme les représentants de l'Union l'avaient prévu. Les avantages de la zone euro sont indiscutables mais tous ces avantages sortent de l'idée d'une zone monétaire optimale dont la zone euro ne fait pas partie entièrement.

#### ***4.2 Les risques et les menaces – les inconvénients du projet euro***

Les coûts de l'Union Economique et Monétaire ont un caractère plutôt macroéconomique. La perte du cours de change comme le moyen de la politique économique et monétaire ainsi que la limitation du rôle de la banque centrale sont considérées comme les plus grands risques du projet euro.

Le rôle de la Banque centrale européenne comme l'organe central monétaire de la zone euro est souvent critiqué car c'est la BCE qui assure toute la stabilité financière de l'UEM. Même si sa stratégie concernant la politique monétaire est plus déterminante, on peut remarquer une grande influence de certains États importants de l'Union Européenne, tels que la France ou l'Allemagne qui essaient d'imposer leurs propres intérêts dans les décisions politiques et économiques. Dans ce cas là il faut mentionner que le principe de la neutralité est essentiel pour le fonctionnement de toute Union européenne. Conséquemment on peut se poser la question de savoir s'il est possible de centraliser la politique monétaire des pays de la zone euro qui sont économiquement tellement différents.

La situation actuelle de la zone euro nous montre que la peur de la perte de la souveraineté monétaire nationale est justifiée. Les pays membres sont privés de l'utilisation des instruments économiques tels que les taux d'intérêt ou bien les cours de change. Les deux derniers permettent à un État d'effectuer les interventions (si

nécessaire) afin de supporter l'exportation. Les économies nationales perdent la possibilité d'influencer la croissance économique, l'inflation ou bien le chômage en utilisant les instruments comme par exemple les taux d'intérêt. La perte de la fonction des instruments monétaire devrait être remplacée par la politique fiscale de chaque État membre, cependant il faut se poser la question de savoir si la compensation réalisée par les gouvernements nationaux serait suffisante. Les parlements nationaux ne veulent pas toujours imposer des réformes nécessaires, et en même temps les règlements officiels de l'Union Européenne ne sont pas suffisamment respectés. C'est là où il faut chercher l'origine des problèmes qui touchent actuellement la zone euro. Si l'approche des gouvernements nationaux mais aussi la flexibilité de l'Union ne changent pas, la perte de la souveraineté monétaire va devenir un fait fatal qui influencera l'avenir de toute l'Union Européenne.

D'après le Pacte de stabilité et de croissance les pays membres sont obligés de suivre strictement la discipline fiscale. Selon la nouvelle mouture du pacte, les États membres doivent toujours maintenir leur déficit et leur dette publique en dessous des seuils fixés respectivement à 3% et à 60% du PIB. Autrement dit les pays membres doivent diriger les interventions fiscales afin de maintenir les critères déterminant des finances publiques saines. Si ceci n'est pas le cas, le Conseil européen peut prendre des sanctions. En ce qui concerne les pays d'une économie puissante comme l'Allemagne ou la France, le Pacte de stabilité et de croissance est sans aucun doute une idée raisonnable et utile qui contribue à la stabilisation de tout le territoire économique européen. Par contre si un État est touché par la récession économique, toutes les limites définies par le Pacte de stabilité et de croissance peuvent causer des graves complications. Le gouvernement n'a pas la possibilité de dépasser le déficit public afin de soutenir la croissance de l'économie nationale et ceci cause une stagnation de l'économie encore plus longue qui peut s'étendre aux autres pays.

D'un autre côté, le non respect des règlements imposés par les institutions européennes peut causer une augmentation du déficit public d'un État et la contagion de la crise économique aux autres pays membres de la zone euro. La situation actuelle prouve bien évidemment qu'il ne s'agit pas seulement d'une théorie des eurosceptiques. Le Pacte de stabilité et de croissance est à l'origine une initiative allemande, et c'est cette même Allemagne qui a fait la propagande d'une discipline fiscale

considérablement stricte. Néanmoins, après que l'Allemagne et la France aient rencontré des difficultés budgétaires, ces deux pays ont apporté une approche disons plus indulgente.

En parlant du Pacte de stabilité et de croissance et son accomplissement il faut aussi mentionner que la plupart des pays membres de la zone euro ont rencontré des difficultés en le respectant. Tout cela nous mène à une autre origine de la crise actuelle causé par le manque de flexibilité au cœur de l'Union Européenne et par l'incapacité des gouvernements nationaux à créer une politique fiscale effective.

Il est nécessaire que la réduction du pouvoir des gouvernements nationaux dans le domaine fiscale soit complétée par la mise en place de réformes structurelles dans tout les États membres de l'Union. Cependant, les réformes structurelles touchent avant tout les citoyens et c'est la raison pour laquelle les partis politiques, ayant peur de perdre leurs électeurs, hésitent à adopter des lois impopulaires. La crise actuelle prouve que la mise en place des réformes structurelles ainsi que leurs accomplissements sont absolument indispensable pour une intégration économique des pays membres de l'Union Européenne.

La perte des revenus venant de l'émission des billets par la banque centrale peut être considérée comme un autre inconvénient de la zone euro car l'émission des billets représente une ressource potentielle du financement du déficit public. Mais le montant de ce type de revenu est pratiquement insignifiant pour la plupart des pays de l'Union Européenne.

Enfin il ne faut pas oublier de mentionner les coûts liés à la conversion des monnaies nationales à l'euro. En dehors des coûts liés aux changements législatifs nécessaires, il est important de prendre en considération l'aspect microéconomique. Cela concerne toutes les entreprises et en particulier les banques qui doivent subir la plupart de changement. Le secteur bancaire est obligé d'adopter les changements qui concernent les revenus liés aux taxes des opérations de change. Afin de compenser cette perte des revenus l'Union européenne a prévu que les banques doivent élargir leurs activités sur les marchés financiers et en particulier sur le marché des actions et des obligations. Néanmoins en prenant en considération la situation actuelle de la zone euro

il faut souligner la nécessité de contrôler les activités des banques afin d'éviter la menace possible de leurs activités sur les marchés des capitaux.

Afin de résumer les inconvénients du projet euro, il faut aussi citer l'avis public général sur la mise en place de la monnaie unique. La plupart des sources estiment que l'avis public sur la zone euro est négatif, disons même sceptique car les consommateurs des pays membres de la zone pensent que c'est la monnaie commune euro qui est responsable de la hausse des prix et, en conséquence, du coût de la vie. D'un autre point de vue le fait que certaines personnes en particulier les plus âgées qui étaient habituées depuis longtemps à l'ancienne monnaie sont parfois désorientées en regardant les prix en euro et doivent convertir la valeur dans leur ancienne monnaie. Mais ce dernier inconvénient ne peut pas être évalué d'un aspect économique mais doit être considéré comme un désavantage social.

### ***4.3 La théorie de la zone monétaire optimale***

Une zone monétaire est qualifiée d'optimale s'il est économiquement rationnel d'utiliser une même monnaie à l'intérieur de cette zone.<sup>22</sup> Il faut donc déterminer les critères qui permettent d'apprécier cette optimalité. Le débat sur la zone monétaire optimale repose entre autre sur le choix entre les changes fixes et les changes flexibles. En dehors de changes il y a deux critères fondamentaux qui déterminent une zone monétaire optimale :

#### **4.3.1 La mobilité des facteurs**

« Le point de départ de l'approche structurelle est l'article de Robert A. Mundell rédigé au début des années 60. Partant de la théorie traditionnelle des avantages comparatifs mise en évidence par David Ricardo en 1803, Mundell va remettre en cause l'une des hypothèses fortes de cette théorie, à savoir l'immobilité internationale des facteurs de production. Deux pays peuvent adopter une monnaie unique s'il existe

---

<sup>22</sup> Jean MESSIHA [ online ][ cit.30.3.2012 ]. Accessible sur <http://sceco.univ-poitiers.fr/franc-euro/articles/JMessiha.PDF>

d'autres moyens permettant de faire face à la perte de l'instrument du taux de change comme moyen de rétablir l'équilibre suite à un choc asymétrique. Un choc asymétrique est un choc d'offre ou de demande qui affecte de façon non similaire différents pays ou différentes régions qui ont décidé d'adopter la monnaie commune. En l'occurrence, si la mobilité du facteur travail entre ces deux zones ou ces deux régions est réelle, alors le chômage découlant d'un choc asymétrique sur l'une des deux zones pourra se résorber par le fait que les chômeurs iront sans difficultés vers la zone où la croissance est la plus forte. Le taux de change qui règle les valeurs relatives de deux monnaies de la zone, autre levier permettant ce rééquilibrage devient, dans ce cas, superflu. »<sup>23</sup>

### 4.3.2 L'intégration fiscale

En 1970, H.G.Johnson propose un nouveau critère permettant de définir une zone monétaire optimale. Il s'agit de l'intégration fiscale. L'intégration fiscale suppose qu'il existe des transferts budgétaires entre les États, transferts qui passent par le truchement d'un budget fédéral. Le raisonnement est simple : comme la demande globale s'accroît dans la région B, son activité économique va se développer : les impôts dont cette région s'acquitte au profit du budget fédéral vont croître tandis que le budget social de l'État va être moins sollicité en raison du faible nombre de chômeurs de la zone en expansion.<sup>24</sup>

D'après les principes économiques une zone monétaire optimale doit avoir les dispositions suivantes :

- Le degré élevé de la mobilité des facteurs (des biens, des services et en particulier des personnes et des capitaux)
- La flexibilité des salaires et des prix, autrement dit le marché de travail déréglementé
- L'ouverture et l'interdépendance des économies nationales
- La taille des économies nationales

---

<sup>23</sup> Jean MESSIHA [ online ] [ cit.30.3.2012 ]. Accessible sur <http://sceco.univ-poitiers.fr/franc-euro/articles/JMessiha.PDF>

<sup>24</sup> Jean MESSIHA [ online ] [ cit.30.3.2012 ]. Accessible sur <http://sceco.univ-poitiers.fr/franc-euro/articles/JMessiha.PDF>

- La coordination fiscale
- La volonté politique des États membres
- La convergence nominale et réelle des économies nationales
- Le niveau élevé de la diversification de la production et de l'exportation

D'après la situation actuelle on peut constater que la zone euro n'est pas la zone monétaire optimale. Puisque le taux de change ne peut pas varier entre les pays membres, d'autres instruments de la politique monétaire doivent s'ajuster lors d'un choc asymétrique comme par exemple le PIB ou le chômage. Les pays qui ne sont pas économiquement homogènes risquent plus souvent la possibilité d'un choc asymétrique. Avec l'existence d'un budget limité à 3% du PIB, les pays membres devraient être capables d'éliminer les chocs asymétriques. Mais le non respect de cette limitation cause la prolongation des chocs asymétriques dans les pays membres, la croissance des déficits nationaux et finalement la crise de la dette européenne.

En ce qui concerne la mobilité des facteurs dans les pays membres de la zone euro on peut dire qu'elle n'est pas suffisante car les obstacles sont assez nombreux sur le marché du travail européen. Les obstacles les plus importants sont la barrière linguistique, la préférence de l'environnement familial avant le séjour à l'étranger ou bien le sentiment d'appartenance à la famille. Tout cela peut empêcher la croissance de la mobilité des facteurs.

## 5. La crise de la zone euro

Depuis son début la zone euro doit faire face aux problèmes importants qui ont été au cours des années ignorés et dont l'accumulation est une des causes essentielles de la situation critique actuelle. Déjà au moment de l'introduction de la monnaie unique, des nombreux pays de la zone euro ne remplissaient pas les conditions nécessaires pour l'adoption de l'euro, autrement dit les critères de Maastricht. Par exemple en 2001, le Portugal a dépassé le déficit de 3% du PIB et deux années plus tard, la France accompagnée par l'Allemagne, les deux pays les plus grands et les plus puissants ont rencontré le même problème. Cependant ces pays n'étaient pas seuls. L'Italie ou bien la Grèce représentent un autre exemple du contournement du Pacte de stabilité et de croissance.<sup>25</sup> Dans ce cas là, il faut mentionner surtout la réaction des pays membres sur le problème émergé. Au lieu de la mise en place d'une discipline fiscale stricte et contrôlée par les institutions supranationales, les États de la zone ont permis le non-respect du Pacte. Autrement dit les pays en difficulté n'ont pas respecté les critères de convergence comme il fallait, y compris la France et l'Allemagne même si aujourd'hui c'est surtout la France et l'Allemagne qui font appel à la discipline fiscale et au respect des critères de Maastricht.

Un autre élément très important qui a influencé le fonctionnement de la zone euro est l'élargissement de l'Union européenne, qui contient aujourd'hui vingt-sept pays membres. Les pays qui ont adhéré l'UE ont obtenu le statut - le pays membres de l'Union économique et monétaire avec un délai concernant l'adoption de la monnaie commune euro. Autrement dit les États membres se sont engagés à adopter l'euro plus tard. La date concrète n'est pas déterminée cependant les pays membres doivent faire le maximum afin d'accomplir les critères de convergence ce qui est nécessaire pour adhérer la zone euro. En général les pays hors de la zone euro peuvent être séparés entre deux groupes principaux. Ceux qui aspirent à l'adoption de la monnaie unique au plus vite et ceux qui ne sont pas tellement pressés vu que leur situation économique n'est pas favorable. La République Tchèque a aussi ajourné l'adoption de l'euro premièrement pour des raisons politique et ensuite pour des raisons économiques. Par contre il y a certains pays européens qui ont adhéré à la zone euro assez rapidement.

---

<sup>25</sup> JANÁČKOVÁ, S. *Krise eurozóny a dluhová krize vyspělého světa*. Praha: CEP, 2010. p 41



Dans ce cas on peut mentionner la Slovaquie en 2007, Chypre accompagné par Malte en 2008, la Slovaquie en 2009 et finalement l'Estonie en 2011. Considérant la situation actuelle on peut supposer que l'Estonie représente le dernier pays pour longtemps.

En parlant de la crise actuelle de la zone euro il faut aussi préciser que les hauts représentants de l'Union européenne n'ont pas créé des plans de secours justement au cas d'une récession économique. La situation actuelle est grave et pour l'instant il n'existe aucune solution complète.

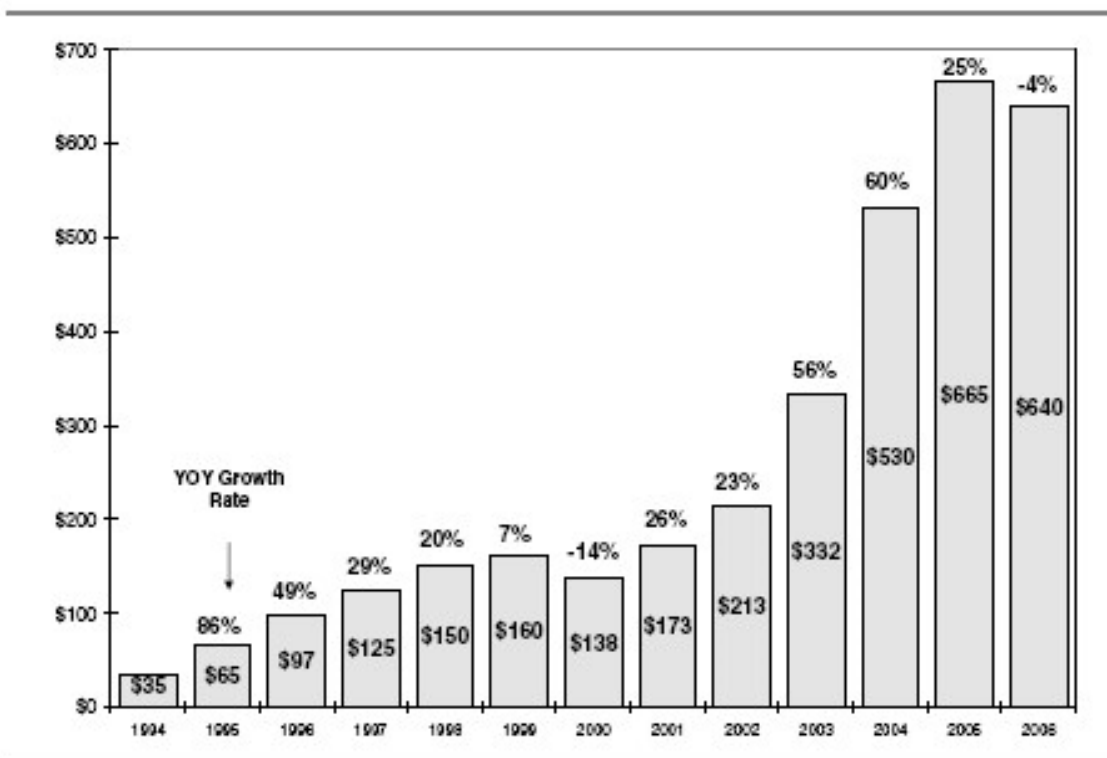
### ***5.1 La crise mondiale financière et ses conséquences***

La crise financière des subprimes aux États-Unis, qui a éclaté en juillet 2007 a touché en pratique l'essentiel du système bancaire et financier, et pas seulement les crédits hypothécaires accordés aux ménages américains risqués- les fameux subprimes. Tout a commencé quand le marché immobilier américain s'est effondré subitement, alors qu'il bénéficiait d'une hausse continue depuis plusieurs années. Pour financer leur consommation et l'acquisition de leur logement, les ménages américains n'hésitaient pas à s'endetter à des niveaux qui dépassent largement les plafonds européens.

Cette crise de confiance générale dans le système financier a causé une première chute des marchés boursiers à l'été 2007 provoquée par un arrêt temporaire de la spéculation. Le trouble était désormais localisé dans le marché interbancaire qui permet le refinancement des banques. La méfiance dans la liquidité des « collatéraux » et l'incertitude sur la localisation des titres contaminés ont progressivement bloqué les relations interbancaires et commencé à mettre en difficulté nombre de banques à travers le monde. Les autorités ont d'abord cru à une crise de liquidité bancaire et les banques centrales n'ont cessé d'injecter massivement des liquidités dans le marché interbancaire.

Le graphique suivant nous montre le total des emprunts subprimes par année, de 1994 à 2006 (milliards de dollars):

**Exhibit 13: Subprime Originations, 1994–2006**



Note: Data include purchase and refinance originations.

Source: Inside Mortgage Finance Statistic Annual, 2007 Edition; Credit Suisse analysis.

*Graphique n°1 : Total des emprunts subprime par année, de 1994 à 2006<sup>26</sup>*

La plupart des crises économiques ont leurs origines dans les temps de prospérité quand les gouvernements nationaux ignorent des signes avertisseurs et au fur et à mesure la prospérité se transforme à la stagnation et à la récession à long terme. La crise mondiale économique a eu ses origines aux États-Unis et en ce qui concerne l'Europe elle s'est complètement manifestée à l'automne de 2008. À cause du non respect de la discipline fiscale son impact était encore plus grave et plus agressif dans les pays membres de l'Union européenne. La crise économique qui a suivi était la plus grave après la crise économique des années trente du 20<sup>ème</sup> siècle. La cause principale n'était pas seulement la politique monétaire américaine, mais aussi l'augmentation des déséquilibres mondiaux et le manque d'efficacité des organes de contrôle en général.

<sup>26</sup> TradingEconomics.com, [ online ] [ cit.30.3.2012 ]. Accessible sur [http://contreinfo.info/article.php3?id\\_article=1406](http://contreinfo.info/article.php3?id_article=1406)

Tout cela a permis aux institutions financières de fournir ses services sans respecter le principe de la prudence et en même temps aux clients de surestimer leur capacité à répondre à toutes les obligations futures. L'ignorance des risques de la part des grandes banques d'investissement a permis la contagion de la crise économique à travers de différents secteurs de l'économie partout dans le monde entier.

La vitesse de la contagion et la profondeur de la crise sont liées à l'absence des règles de régulation et de supervision de la part des institutions financières. La raison principale de la crise économique mondiale repose sur la politique des États-Unis concernant des faibles taux d'intérêt en ensemble avec le soutien pour les taux hypothécaires subprimes afin de stimuler l'économie nationale et le marché d'immobilier.

La banque d'investissement tel que Lehman Brothers ont été les premières qui ont rencontré des problèmes existentiels en 2008. La faillite de Lehman Brothers a provoqué la panique sur les marchés des actions et des obligations qui a rapidement traversé l'océan Atlantique et causé des difficultés de liquidité aux banques d'investissement européennes. Il est évident que le soutien financier pour tout le système bancaire européen ainsi que le support de la crédibilité du système sont devenus inévitables. Conséquemment l'accès des banques aux prêts a été facilité, la Banque centrale européenne a considérablement réduit le principal taux d'intérêt et les gouvernements des États individuels ont mis en œuvre des mesures anticrise afin d'augmenter la crédibilité des marchés en lançant des instruments fiscaux stimulants. Tout cela a permis de faciliter la sortie de la crise économique mondiale. Cependant l'augmentation des dépenses publiques et l'accroissement des déficits budgétaires ont provoqué la naissance d'une autre crise – la crise de dette européenne, autrement dit la crise de la zone euro.

Avec la croissance progressive des déficits publics qui ont permis le financement du secteur bancaire, les revenus des obligations d'État et par la suite les emprunts du gouvernement ont commencé à augmenter. En particulier l'Irlande a été obligée de consacrer des coûts considérables afin de sauver les banques nationales. La nécessité d'une approche coordonnée et l'effort visant à stabiliser le système financier de la zone euro menaient à l'adoption des nouvelles mesures :

- Les garanties du gouvernement sur les prêts interbancaires
- L'émission des nouvelles dettes bancaires
- L'assurance des dépôts
- La recapitalisation des banques en difficulté

Cet effort des gouvernements européens qui ont été obligés d'intervenir si nécessaire a renforcé la confiance du public ainsi que s'est reflété dans les notes des agences de notation. Cependant les coûts étaient assez élevés. Le montant total était proche de 500 milliards d'euros ce qui représenté à peu près 7% du PIB de la zone euro. Les hauts représentants supposaient que le montant mentionné sera suffisant pour sortir de la crise, mais avec l'apparition des nouvelles complications, la situation est devenue encore plus grave et l'Europe était loin d'une stabilisation économique.

Au début de l'année 2009, le l'inévitable est arrivé. Tout les pays de la zone euro sauf la Finlande ont dépassé le critère budgétaire de 3%. Mais ce qui était encore pire c'était une forte augmentation du déficit public par rapport au PIB. Autrement dit le non respect d'un autre critère de convergence qui était longtemps ignoré par les États membres. Dans ce ca là on parle surtout des États suivants :

- Portugal (Portugal)
- Irlande (Ireland)
- Italie (Italy)
- Grèce (Greece)
- Espagne (Spain)

Comme la lettre initiale de la version anglaise nous montre, les États concernés sont souvent appelés « les pays PIIGS » ce qui exprime tout. Il s'agit des pays dont la dette publique a extrêmement dépassé 60% du PIB. Leur non-respect, qui a été jusqu'à là toléré par les institutions européennes, a révélé tout les problèmes cachés. En même temps les obligations financières ont passé du secteur privé (les banques) au secteur public (les consommateurs) et conséquemment l'endettement public de la zone euro a augmenté de 69% à 79%. Autrement dit le montant de la dette a attaqué la frontière de

80% ce qui a été fortement critiqué par les agences de notation. C'est une raison éventuelle pourquoi les déclarations des agences de notation ne sont pas populaires. En fait une telle déclaration peut influencer le comportement des investisseurs et par la suite conduire jusqu'à la faillite des économies nationales. On peut supposer que dans ce cas c'est le prestige et le pouvoir politique qui jouent le rôle essentiel. Les valeurs les plus importantes de l'économie actuelle sont justement les informations. Et les informations peuvent être faussées, ignorées, exagérées ou cachées.

## ***5.2 La Grèce et le début de l'épidémie déficitaire***

Les pays du sud, en particulier l'Espagne, le Portugal, l'Italie et avant tout la Grèce sont actuellement souvent critiqués par toute la zone euro. Leur non-respect des critères de convergence et le manque de la discipline fiscale ont mis l'Europe en crise de dette. Cependant on peut constater que l'État qui dépasse les autres est sans aucun doute la Grèce.

La Grèce a longtemps pratiqué la politique des déficits publics très élevé et en plus elle a essayé de tout masquer en falsifiant la comptabilité et les statistiques. Les institutions gouvernementales grecques ont même falsifié les résultats économiques du pays afin de passer les critères de convergence et par la suite rentrer dans la zone euro.

Voici le tableau montrant le déficit public grec réel et présenté :

<b>Année</b>	<b>Déficit réel</b>	<b>Déficit présenté</b>
<b>1997</b>	6,6% du PIB	4,0%
<b>1998</b>	4,3% du PIB	2,5%
<b>1999</b>	3,4% du PIB	1,8%

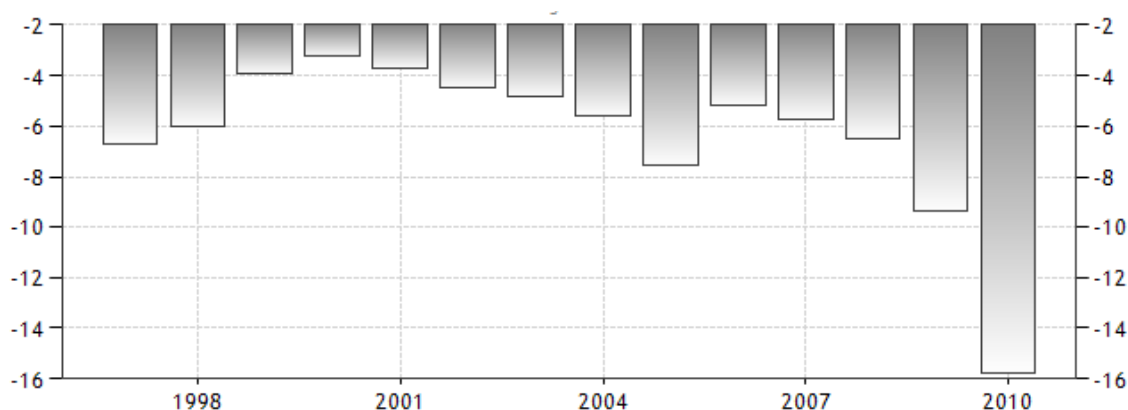
*Tableau n°3 : Déficit public grec réel et présenté*<sup>27</sup>

Voici le tableau montrant l'endettement grec réel et présenté :

Année	Endettement réel	Endettement présenté
1997	114,0% du PIB	108,2%
1998	112,4% du PIB	105,8%
1999	112,3% du PIB	105,2%

Tableau n°4 : Endettement public grec réel et présenté<sup>28</sup>

L'augmentation de la dette grecque est souvent liée au fait qu'un grand nombre des fonctionnaires d'État reçoivent des salaires assez élevés par rapport à la période de travail qui est assez courte. À cause de la crise, le gouvernement grec a dû adopter des réductions significatives qui ont bien évidemment provoqué des grosses manifestations du public. Il faut aussi mentionner que le gouvernement grec est souvent lié à la corruption et l'évasion fiscale qui produisent la croissance de la dette publique. D'après une enquête rédigée par Transparency International, 13% de ménages grecques a rencontré une certaine forme de corruption. D'après tout ce qui a été mentionné on peut constater que l'économie grecque n'est pas pure ni transparente.



Graphique n°2 : L'évolution du déficit public grec<sup>29</sup>

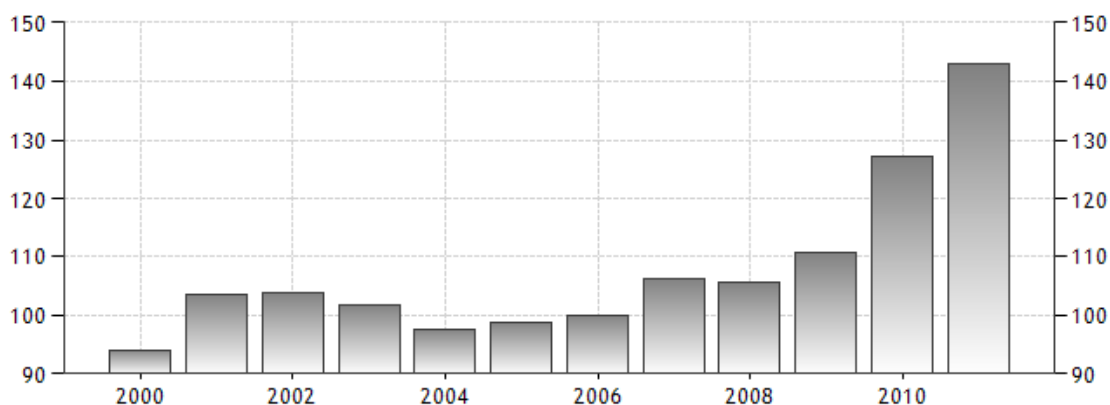
<sup>27</sup> Créé par l'auteur du mémoire.

<sup>28</sup> Créé par l'auteur du mémoire.

<sup>29</sup> Trading Economics [ online ] [ cit.30.3.2012 ]. Accessible sur : <http://www.tradingeconomics.com>

En parlant de la crise de dette européenne actuelle il faut souligner que c'était surtout l'incapacité économique des pays du sud d'adopter la monnaie commune qui a provoqué les problèmes actuels. Ces pays ont longtemps mené une politique d'endettement et en rentrant dans la zone euro ils ont obtenu des parfaites conditions pour pouvoir continuer avec ce type de politique. Ayant la politique monétaire commune, les pays comme la Grèce ont été financièrement protégés et étant membre de l'Union économique et monétaire, la crédibilité de ces pays a augmenté. Tout cela a permis l'approfondissement de la dette déjà existante.

La fixation de la monnaie dans les pays concernés a conduit à la hausse de l'inflation, même si la stabilité des prix – un autre critère de convergence, a été accompli. On peut alors constater que même si la Banque centrale européenne poursuit un intérêt commun, sa stratégie monétaire ne convient pas toujours à tous les pays participants. Autrement dit dans cette époque là, la BCE réalisait une politique de faibles taux d'intérêt tandis que les pays comme la Grèce avaient besoin d'une approche plus stricte par rapport à la politique monétaire. Tout cela prouve aussi le fait qu'avant la rentrée dans la zone euro, le PIB grec avait une tendance progressif, mais après avoir adhéré à la zone euro, la convergence réelle a commencé à diminuer et le niveau du PIB a stagné. La Grèce a perdu sa compétitivité, les déficits commerciaux ont commencé à augmenter et l'endettement grec a accéléré.



Graphique n°3 : Le développement de la dette publique grecque<sup>30</sup>

<sup>30</sup> Trading Economics [ online ] [ cit.30.3.2012 ]. Accessible sur : <http://www.tradingeconomics.com>

La crise financière a également exposé l'un des éléments problématiques de l'Union monétaire, qui est le déséquilibre des échanges commerciaux et justement l'interconnexion des dettes dans la zone euro qui menace l'existence de l'UEM elle-même. La faillite éventuelle des pays en difficulté pourrait causer l'effondrement des marchés financiers dans toute la zone euro ainsi que dans les autres pays membres de l'Union européenne.

La crise de la dette en Grèce s'est pleinement manifestée à la fin de l'année 2009. La dette publique a monté jusqu'à 115,1% du PIB et le déficit budgétaire était 13,6% du PIB. Toutes les deux données ont été falsifiées comme il l'a déjà été mentionné. Après une forte critique de la part de la BCE ainsi que d'autres pays de l'UE, l'office statistique est devenu une institution privée et indépendante du gouvernement grec afin d'éviter la manipulation avec les données. Cependant la notation de crédit a baissé et la Grèce ne pouvait plus bénéficier des marchés financiers pour refinancer ses obligations. Conséquemment en Avril 2010 la Grèce a été obligée de demander une aide financière à ses collègues de l'UE. Alors même que l'achat des dettes d'un pays était interdit par la BCE, l'urgence de la situation n'a pas permis d'autre possibilité. Avec l'objectif de rendre l'influence des agences de notation plus faibles, la Banque centrale européenne a commencé à acheter les titres d'obligation de la part des pays en difficulté. Cela peut être considéré comme la preuve de l'UE ayant l'intérêt de sauver le projet de la zone euro même si le Traité de Maastricht a pratiquement interdit une telle action. Le résultat de tout cela était le fait que les pays fiscalement irresponsables, au lieu d'être punis, ont au contraire obtenu certains avantages, principalement grâce à la solidarité de la zone euro et au détriment des autres pays membres.

Pendant longtemps la Grèce a pensé qu'elle pouvait sortir de la crise toute seule sans aucune aide étrangère et elle a même essayé d'ouvrir les négociations commerciales avec la Chine. En 2010 certains contrats importants ont été signés avec l'objectif de soutenir l'industrie grecque, mais cela n'a pas été suffisant pour sauver toute l'économie nationale. La Grèce était donc obligée de demander l'aide à l'UE et en ce moment aussi au Fonds monétaire international. Cette décision n'a pas vraiment été appréciée ni par le public grec ni par la Banque centrale européenne, néanmoins c'était la seule possible possibilité afin d'éviter l'élargissement de la situation critique dans les autres pays de la



zone. Pour cela les pays membres se sont mis d'accord sur la création de mécanismes institutionnels qui vont protéger la fonctionnalité de l'UEM et en même temps sur une nouvelle aide financière pour la Grèce. En revanche, la Grèce a promis de respecter la discipline fiscale et de mettre en œuvre des mesures radicales afin d'économiser le maximum possible. Les nouvelles mesures n'ont pas été populaires parmi le public grec et les manifestations sont devenues des événements de la vie de tous les jours.<sup>31</sup>

La Grèce a donc reçu 110 milliards d'euros en total, dont 80 milliards étaient de la part de l'UE et le reste du FMI. Malheureusement le plan de sauvetage n'a pas été suffisant et la Grèce était de nouveau obligée de demander un soutien financier. En septembre 2012 le gouvernement grec a reçu 130 milliards d'euros de l'UE. On peut constater que le chiffre définitif de la survie grecque et par conséquent, l'avenir de l'UEM est difficile à imaginer. Il faut aussi mentionner que les mesures économiques qui ont été effectuées par le gouvernement grec ne sont pas suffisantes et les réformes structurelles ne semblent pas être accomplies non plus. Tout cela est actuellement fortement critiqué par la Commission européenne qui surveille toute la situation. Juste pour une petite illustration de l'économie grecque – les salaires et les allocations sociales représentaient à l'époque 75% de toutes les dépenses publiques. Il est donc bien évident qu'il s'agit d'un chiffre alarmant.

L'Union européenne a pu bien évidemment refuser d'aider la Grèce afin de sortir de la crise actuelle, mais elle ne l'a pas fait car les deux pays leaders de l'UE – la France et l'Allemagne sont liés à l'économie grecque par les prêts et par conséquent son effondrement n'est certainement pas dans leur intérêt. Il est apparent que ces deux pays mentionnés vont déterminer l'avenir de l'Union européenne et consacrer tous leurs efforts afin d'éviter la perte de confiance dans la zone euro. En Mai 2010 s'est engagée à la réduction de 10% de son déficit public qui permettrait la diminution de 30 milliards d'euros de ses dépenses publiques dans les trois ans. La Commission européenne ensemble avec le FMI sont chargés de la contrôler.

---

<sup>31</sup> FRIEDEN, J. The euro: Who wins? Who loses? *Foreign Policy*, 1998, s. 24-25

Le public grec exprime son mécontentement et son indignation chaque jour. Les manifestations sont devenues quotidiennes. C'est la raison pourquoi en septembre 2010 l'ancien Premier Ministre grec Geórgios Papandréou a convoqué un référendum par rapport à la nouvelle aide financière de la part de l'UE et du FMI. Cette action a été considérée par la plupart de politologues comme la dernière tentative pour préserver la démocratie dans le pays. Cependant la pression de la part de l'Union européenne a été énorme et le gouvernement grec est tombé. La Grèce est donc devenue la marionnette de l'UE ce qui a provoqué des nouvelles protestations du public grec encore plus graves.

Toutes les mesures et toutes les économies qui ont été jusqu'à présent effectuées seront possibles à évaluer dans l'avenir ce qui est lié en particulier au caractère de ses mesures qui est dans la plupart des cas fiscaux. C'est pourquoi la Grèce est actuellement dans sa période la plus difficile, car les citoyens peuvent déjà sentir les limitations gouvernementales, mais les résultats qui devraient conduire au rétablissement de l'économie nationale seront disponibles dans quelques années. Conséquemment il n'est pas possible de déterminer quelle sera la situation en Grèce dans cinq, dix ans et non plus de la zone euro, si elle va toujours exister.

D'après toutes les négociations menées au cœur de l'UE, il faut se poser la question quel est l'objectif réel des représentants européens ? Est-ce qu'ils veulent vraiment sauver le projet de l'Union économique et monétaire ou est-ce que l'objectif principal est d'avoir bonne presse ? Est-ce que l'objectif de Sarkozy et Merkel est purement économique ou est-ce que toutes leurs initiatives sont plutôt politiques ?

### ***5.3 L'évolution de la crise***

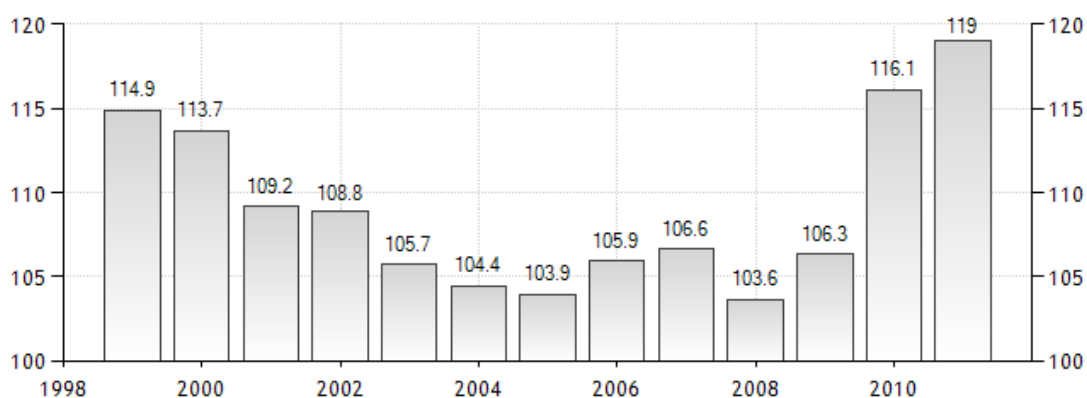
Comme il a été déjà mentionné, l'interconnexion des économies européennes doit en cas de crise avoir des conséquences sur tous les domaines dans tous les États membres de la zone euro ainsi que de toute Union européenne. En observant de plus près les pays de la zone euro, l'Irlande est un autre pays souvent cité par rapport à la crise de dette, même si il n'y a pas longtemps ce pays représentait un bon exemple de la prospérité économique. Mais l'Irlande a aussi été obligée de faire face aux difficultés et donc demander une aide financière à l'UE. Mais les causes sont différentes en

comparaison avec la Grèce et les autres pays du sud. La cause principale de la crise irlandaise était des mauvais investissements des Irlandais dans l'immobilier ainsi que l'augmentation de l'endettement des citoyens en général. Le prix de l'immobilier augmentait de façon disproportionnée et par la suite une bulle immobilière énorme a été créée qui a craqué avec l'arrivée de la crise financière mondiale. La faillite suivante du système bancaire et le déficit public de 32% du PIB ont mis l'Irlande en crise. Conséquemment l'exportation ainsi que le taux de consommation ont baissé, les ménages étaient incapables de payer leurs obligations et le chômage a augmenté jusqu'à 14%. Le gouvernement irlandais a essayé de sauver le pays mais à cause du déficit public énorme, l'État a été obligé de demander de l'aide. Mais en comparaison avec la Grèce, la situation actuelle en Irlande semble d'être stable et sous contrôle. On peut constater que la raison de ce fait repose sur les causes différentes de la crise dans les deux pays.

Un autre pays européen qui devait demander de l'aide était le Portugal. Ce pays fait actuellement face à l'endettement gouvernemental, la forte hausse du chômage et l'inflation ainsi qu'à la baisse des salaires. Tout cela mets le pays dans la crise économique. Le problème le plus grand reste néanmoins la nécessité du refinancement de la dette public. Il s'agit du plus grand problème actuel de toute la zone euro car l'incertitude de l'avenir de l'Union fait que les intérêts vont encore augmenter.

L'Espagne, comme pays voisin représente un autre pays en difficulté, même si en comparaison avec le Portugal, sa dette publique n'est pas tellement grande. Mais l'économie espagnole a été touchée par la chute de la bulle immobilière similaire à celle de l'Irlande. Le déficit national a augmenté et les ministres espagnols ont été obligés de mettre en place des mesures de réduction. Les événements qui ont suivi portaient le même scénario que ceux en Grèce. Le public espagnol a commencé à montré son mécontentement et les manifestations contre les décisions gouvernementales ont été mises en place partout sur la péninsule Ibérique. Le pays est aujourd'hui obligé de consacrer tous ses efforts afin de résoudre la situation. L'avenir de l'économie espagnole reste incertain et par rapport à sa taille et son rôle sur le champ européen, la faillite potentielle aurait un impact fatal sur l'avenir et la stabilité de la zone euro.

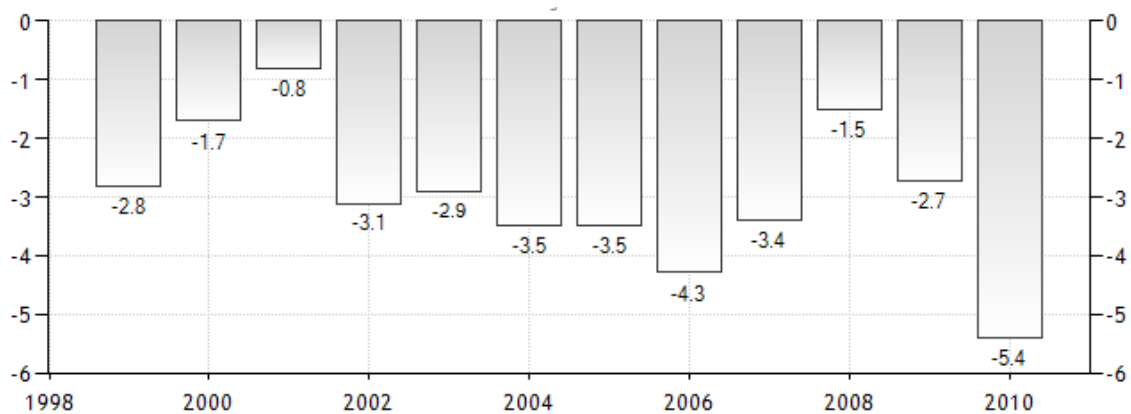
En parlant de l'évolution de la crise de la dette en Europe, il faut sans aucun doute mentionner l'Italie comme la troisième la plus large économie de la zone euro. Son rôle qui est assez important a été longtemps ignoré. Même si l'endettement de ce pays dépasse 100% du PIB déjà plusieurs années, l'influence de la crise financière n'était pas tellement grave comme en Grèce par exemple. Ce fait repose sur la crédibilité des marchés financiers qui supposait qu'une économie tellement puissante doit tenir ses obligations. Malgré cela le déficit public italien est monté jusqu'à 120% du PIB et les préoccupations concernant son avenir ont grandi. L'histoire s'est répétée et l'Italie a été touchée par une vague de protestations contre les nouvelles réformes. La panique de la perte de l'emploi a affecté le public italien et comme dans les autres pays du sud les mesures anticrises menaient au remplacement du gouvernement. Le 12 Novembre 2011 l'ancien Premier ministre Silvio Berlusconi a démissionné.



Graphique n°4 : Le développement de la dette publique italienne<sup>32</sup>

Aujourd'hui la situation économique en Italie semble stable, mais malgré cela on ne peut pas constater que l'Italie est sortie de la crise. Au contraire la situation reste grave et la chute éventuelle de l'économie italienne provoquerait probablement la désintégration de la zone euro car les coûts financiers seraient inimaginables.

<sup>32</sup> Trading Economics [ online ] [ cit.30.3.2012 ]. Accessible sur : <http://www.tradingeconomics.com>



Graphique n°5 : L'évolution du déficit public italien<sup>33</sup>

Comme on peut le voir, la crise économique a affecté plusieurs pays européens, pas seulement la Grèce, et son élargissement est hautement probable si on prend en considération l'interconnexion de l'économie européenne. La plupart de pays de la zone n'arrive pas à accomplir les critères de Maastricht et ni les mesures effectuées par l'UE ni les réformes fiscales des pays membres n'arrivent à trouver une solution finale de l'endettement européen. La situation actuelle de la zone euro est bien évidemment attentivement observée par les marchés financiers mondiaux et les estimations publiées concernant l'avenir de l'Union européenne sont plus que pessimistes. Dans ce cas il ne faut pas oublier l'influence des agences de notation qui apporte une certaine panique sur les marchés financiers aussi. La plupart des pays membres de la zone euro ont connu la baisse de la note de crédit. L'agence internationale de notation financière Standard&Poor's a annoncé avoir baissé les notes de crédit de neuf des dix-sept pays de la zone euro dont la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal. La France, la deuxième plus grande économie européenne, et l'Autriche ont été privées de triple A, elles sont désormais classées à AA+ avec perspective négative. L'Allemagne, première économie européenne, la Finlande, le Luxembourg et les Pays-Bas ont gardé leur triple A, mais l'Allemagne est la seule à avoir une perspective stable, alors que la note souveraine des trois autres pays pourrait être abaissée, autrement dit ayant une perspective négative, dans les deux ans. L'existence de l'euro est en jeu.

<sup>33</sup>Trading Economics [ online ] [ cit.30.3.2012 ]. Accessible sur : <http://www.tradingeconomics.com>

## **6. Les moyens de lutte contre la crise en Europe**

La crise économique est arrivée même si le projet de l'Union économique et monétaire n'a pas encore été complété. Chaque étape du processus de l'intégration économique est associée au fait que les pays membres doivent renoncer à certains pouvoirs pour les institutions européennes ce qui n'est pas très populaire. Les pouvoirs de négociation des États sont très variables et les intérêts de la politique européenne ne correspondent pas toujours à ceux des politiques nationales. Au moment de l'expansion de la crise économique les États de la zone euro ont déjà utilisé la monnaie commune euro, mais la coordination des politiques nationales n'a pas encore existé. Cependant la crise économique a provoqué la mise à jour des mesures dont la gestion a dû être assurée par les institutions supranationales. Considérant l'urgence de la situation, les intérêts nationaux ont dû être ajournés.

### ***6.1 Les aides d'État***

Les premiers signes de la crise se sont manifestés dans le secteur bancaire. L'activité sur le marché interbancaire a rapidement diminué. Les gouvernements de certains pays ont été obligés de fournir une aide financière au secteur bancaire. Il s'agissait par exemple de Grande Bretagne, Allemagne, France, Espagne, Irlande, Danemark, Lettonie et Autriche. Cependant cette forme d'aide financière pourrait être en conflit avec les règles de l'Union. C'est la raison pourquoi la Commission européenne a publié un rapport concernant le cadre des aides d'État aux institutions financières. Les principes convenus sont les suivants:

- Le gouvernement peut fournir les garanties pour les dépôts des épargnants pendant deux ans avec une possibilité de prolongation si nécessaire
- Le gouvernement peut fournir des garanties de l'État pour les nouveaux prêts
- L'aide financière aux banques européennes est autorisée à condition que le principe de la non-discrimination soit appliqué
- Les aides d'État ont une gamme limitée
- Les nouvelles règles de comptabilité ont été adoptées

## 6.2 La régulation des marchés financiers

Après la mise à jour des règles concernant les aides d'État, les hauts représentants voulaient introduire des mesures afin d'éviter les crises similaires. La Commission européenne s'occupait de la réglementation du secteur bancaire et en Octobre 2008 elle a publié une proposition visant à modifier les règles d'adéquation des fonds propres des banques. Parmi les principaux domaines concernés on peut mentionner en particulier la surveillance transfrontalière des groupes bancaires, la modification des règles d'engagement ou bien la de gestion des risques ou des liquidités requises pour la titrisation. Un an plus tard. Ces directives ont été de nouveau modifiées par la directive 2010/76/EU. Cette directive supporte la rémunération des employés des banques et des entreprises d'investissement sans une prise de risque excessive.<sup>34</sup>

En même temps l'Union européenne a créé trois nouveaux organes de contrôle afin de surveiller le marché financier. Plus précisément, elle a transformé trois comités déjà existants aux nouvelles institutions européennes en adoptant la personnalité juridique. Toutes les trois institutions ont commencé leurs activités le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Il s'agissait de :

- L'autorité européenne des marchés financiers – AEMF  
Installée à Paris, cette autorité a remplacé le Comité de régulateurs européens.
- L'autorité bancaire européenne – ABE  
Aussi connue sous le nom d'Autorité européenne de surveillance, cette institution a remplacé le Comité européen des superviseurs bancaires.
- L'autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles – AEAPP

Tous les trois organes ont été instaurés afin de constituer le Système européen de surveillance financière. À part de tout cela, le Conseil européen du risque systémique a commencé à fonctionner. Le Conseil européen du risque systémique (European Systemic Risk Board, ESRB) est un organisme indépendant de l'UE, responsable de la supervision macro-prudentielle du système financier au sein de l'Union.

---

<sup>34</sup> Conseil Européen [ online ] [ cit.30.3.2012 ]. Accessible sur : [http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms\\_data/docs/pressdata/fr/ec/120305.pdf](http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/120305.pdf)

### **6.3 Le fonds de secours**

La crise économique s'est manifestée par plusieurs façons telles que l'assainissement du secteur bancaire, les paquets du gouvernement pour soutenir l'économie nationale, la réduction de la demande, l'augmentation du chômage ainsi que les faillites des entreprises. Comme il était déjà mentionné, aucun pays membre de l'Union européenne n'a pas été capable de maintenir le budget équilibré. Dans ce cas là il faut séparer les Etats membres de la zone euro et les pays hors de la zone euro car si un Etat membre de la zone euro est très endetté, il y a une forte probabilité que la crise va affecter un autre membre du groupe d'intégration. La preuve peut être un retentissement dans les médias. Le fait que l'Union européenne en collaboration avec le FMI et la Banque mondiale ont accordé un prêt à la Hongrie n'a pas été dépeché dans la presse. Tandis que le prêt fourni à la Grèce est devenu le titre principal de tous les journaux mondiaux.<sup>35</sup>

Cependant la crise économique a touché les pays de tout le continent européen. Parmi les pays qui ont demandé le prêt chez le Fonds monétaire international on peut citer par exemple Islande, Kosovo, Ukraine, Serbie, Bosnie et Herzégovine, Moldavie, Macédoine, c'est à dire les Etats non-membres de l'Union européenne. Ensuite c'était la Roumanie, la Hongrie, la Pologne et la Lettonie qui ont demandé le prêt chez le FMI. Autrement dit les pays membres de l'UE mais hors de la zone euro. Et finalement la Grèce, l'Irlande et le Portugal comme les pays représentants de la zone euro.

Tout cela a mené à la mise en place des négociations nécessaires. L'une des réunions les plus importantes a eu lieu au printemps 2009, lorsque la Grèce demandait une aide financière. Vu que la situation économique grecque était alarmante et qu'il y avait perte de confiance causée par des statistiques fausses, la nécessité d'une résolution rapide est devenue assez urgente.

Afin d'éviter la contagion de la crise grecque à toute la zone euro, les ministres des Finances européens se sont mis d'accord sur la création d'un fonds de secours. La Grande Bretagne a déclaré qu'elle n'y participera pas. Le fonds de soutien financier

---

<sup>35</sup> Conseil Européen [ online ] [ cit.30.3.2012 ]. Accessible sur :



inédit a été créé afin d'apporter une aide financière aux pays de la zone euro en difficulté. L'objectif essentiel de ce Fonds était bien évidemment d'arrêter la contagion d'une crise qui menace les fondements de l'Union monétaire.

Le Fonds de secours européens est un fonds provisoire et temporaire. Autrement dit sa validité est limitée jusqu'au juin 2013. Les pays de la zone euro se sont finalement mis d'accord pour relever de 500 à 800 milliards d'euros leur « pare-feu » visant à empêcher de nouvelles crises des finances publiques.

#### ***6.4 Le pacte pour l'euro plus***

Lors de la réunion des chefs d'État et de gouvernement de la zone euro du 11 mars 2011, il a été décidé de créer une coordination renforcée des politiques économiques intitulée pacte pour l'Euro plus. L'idée avait été initialement proposée par l'Allemagne sous la dénomination pacte de compétitivité.

Le pacte vise quatre objectifs:

- Renforcer la compétitivité
- Promouvoir l'emploi en favorisant la flexicurité, l'éducation et la formation et en réduisant les charges fiscales
- Améliorer la viabilité des finances publiques
- Renforcer la stabilité financière

Dans ce cas là il faut mentionner que les vingt-cinq États membres de l'Union européenne ont adopté le Pacte pour l'euro. Les deux seuls pays qui ont refusé de participer à ce projet étaient la République Tchèque et la Grande Bretagne.

## 7. La prognose

On peut constater qu'en général la période de crise apporte avec elle l'incertitude et le doute qui peuvent causer la panique et aggraver la situation. La crise économique a provoqué une grande critique de tout le projet de la zone monétaire commune et la situation est devenue nécessaire pour résoudre. En général on peut dire qu'il existe deux approches fondamentales à la résolution de la crise actuelle. Il s'agit d'un côté de l'approche euro-optimiste et de l'autre côté l'approche eurosceptique. L'approche euro-optimiste suppose que la création de la zone euro était une bonne initiative tandis que l'euroscepticisme s'oppose aux pro-européens.<sup>36</sup> Autrement dit l'euroscepticisme est une idée politique qui peut être définie comme l'ensemble des doutes et des critiques contre l'idée de l'intégration européenne. Les représentants de cette idéologie – les eurosceptiques sont strictement contre l'idée d'une intégration européenne plus profonde.

Même si la zone euro contient dix-sept États membres, l'existence ou la non-existence de la monnaie commune euro est décidée par les économies les plus puissantes européennes – l'Allemagne, la France et l'Italie. La Grande Bretagne avec ses règles exceptionnelles n'influence pas le fonctionnement de l'union monétaire de la façon qui correspond à sa capacité économique.

La création et l'expansion ultérieure de la zone euro était une décision à la fois économique et politique. Conséquemment les aspects politiques font partie des négociations sur l'avenir de l'Union économique et monétaire. Au fur et à mesure les attitudes des pays membres et leurs gouvernements ainsi que les approches des institutions européennes changent

Voici les tournants les plus importants de la crise économique :

- Septembre 2008 – la naissance de la crise des subprimes aux États-Unis
- Le déplacement des effets de la crise américaine sur le continent européen
- 2009 – le début de la crise du secteur bancaire européen
- 2010 - le début de la crise de dette publique dans la zone euro

La crise de l'euro peut être divisée parmi plusieurs parties

- L'automne 2009 – la découverte de la falsification des statistiques grecques
- Mai 2010 – la création du Fonds européen de stabilité financière
- Mai 2010 – le premier prêt à la Grèce
- Novembre 2010 – le prêt à l'Irlande
- Mars 2011 – le Pacte pour l'euro
- Mars 2011 – la création du Mécanisme européen de stabilité
- Avril 2011 – la demande pour le prêt au Portugal
- Mars 2012 – le deuxième prêt à la Grèce

D'un point de vue plus large la situation actuelle ne touche pas seulement les dix-sept pays membres de la zone euro mais aussi les autres pays membres de l'Union européenne. L'échec du projet de la monnaie commune pourrait fortement bouleverser les bases de l'intégration européenne dans son ensemble. A part la Grande Bretagne et le Danemark, tous les États membres de l'UE doivent dans l'avenir adhérer à l'Union économique et monétaire.

### ***7.1 Les tendances eurosceptiques***

Premièrement il faut mentionner que chaque pays contient des avis pour et des avis contre l'intégration européenne. A l'exception de la Grande Bretagne (qui fait toujours une exception) aucun pays membre n'est strictement eurosceptique ou euro-optimiste. Avant la crise économique les avis pro-européens représentaient la majorité. Actuellement ce sont plutôt les tendances eurosceptiques qui dominent l'opinion publique.

L'Allemagne a longtemps été perçue comme l'un des pays les plus importants et des plus puissants de l'Union européenne. Il s'agit du pays membre fondateur de tout le processus de l'unification européenne. La chancelière actuelle Angela Merkel a déclaré que la monnaie commune euro est en danger et qu'il faut absolument la protéger. Elle a

---

<sup>36</sup> KLAUS, V. *Co je to Evropeismus*. Praha: CEP, 2006. p 17

considérablement contribué à la création du Fonds européen de stabilité financière. Sous son propre contrôle l'Allemagne promouvait de plus en plus les règles du fonctionnement de la monnaie commune ainsi qu'une très forte discipline fiscale. L'Allemagne est le plus grand contributeur dans le budget européen et c'est la raison principale pourquoi ce pays appelle à une forte discipline fiscale.

La coalition politique d'Angela Merkel a défendu sa position de leader dans les élections de 2009 même si le nombre d'électeurs a un peu baissé par rapport aux élections de 2005. Les prochaines élections sont organisées pour l'année 2013 et l'Allemagne attendra avec impatience les résultats car la chancelière a récemment rencontré une forte opposition du public après avoir approuvé le deuxième prêt à la Grèce. Il est donc évident que la plupart des citoyens allemands n'est pas d'accord avec la politique gouvernementale actuelle.

Le rôle de la France est après l'Allemagne le deuxième rôle le plus important. La France et l'Allemagne sont les pays moteurs des affaires européennes. C'est justement le désaccord entre la France et l'Allemagne qui représente une menace potentielle pour toute la zone euro. En Mai 2010 la ministre des Finances français Christine Lagarde a déclaré que l'euro est une monnaie forte et solide qui assure la stabilité de la zone euro déjà dix ans tandis que la chancelière allemande a dit que l'euro ne représente plus la stabilité de la zone euro et que tout le projet de l'Union économique et monétaire est en danger potentiel. On peut constater que l'approche vers la crise de dette de la zone euro est controversée.<sup>37</sup>

Un autre pays qui jouait un rôle important par rapport à l'évolution de la crise de la zone euro est la Slovaquie. La Slovaquie étant le second plus jeune pays membres de la zone euro a provoqué des négociations assez aiguisées. Tandis que le mandat du Premier ministre slovaque Robert Fico a promis d'apporter une aide financière à la Grèce, le gouvernement d'Iveta Radičová, la nouvelle Première ministre de la République Slovaque a vigoureusement rejeté le prêt financier à ce pays endetté. La Slovaquie est donc devenue le seul pays de la zone euro qui n'a pas participé au paquet de sauvetage pour aider la Grèce.

---

<sup>37</sup> KLAUS, V. *Vytvořme jinou Evropskou unii* [online]. [Cit. 2005-07-16]. Accessible sur: <http://www.klaus.cz/clanky/196>

L'État qui a dû résister à la plus forte critique de la part de tous les pays membres est sans aucun doute la Grèce. Mais c'est ainsi la Grèce qui a protesté le plus contre toute Union européenne. Tout a commencé avec la falsification des données statistiques. Le déficit public a été en fait trois fois plus élevé que les statistiques des années précédentes montraient. La dette publique de près de 130% du PIB a provoqué une explosion des questions, si ce pays européen peut rembourser ses dettes. Toute cette situation représente aussi une menace très forte pour la monnaie européenne qui a faibli jusqu'au minimum historique. En faisant face à la pression des marchés financiers, la Grèce a été obligé de demander une aide financière aux autres pays membres de la zone euro ainsi qu'au Fond monétaire international. Cette crise de dette est devenue la source essentielle des tendances eurosceptiques. L'endettement tellement élevé n'est pas seulement le cas de la Grèce. L'Irlande et le Portugal ont demandé une aide financière quelques mois après. Cependant cela ne veut pas dire que le reste des pays membres de la zone euro gardent un bon état des finances publiques.<sup>38</sup>

Les avis concernant la résolution de la situation actuelle sont assez différents. Il y a des voix qui affirment laisser aller les pays endettés en faillite. Après certains individus pensent que la Grèce, l'Irlande, le Portugal et les autres pays dans lesquels la situation est grave devraient retourner aux anciennes monnaies nationales, autrement dit quitter la zone euro. Le retour à l'ancienne monnaie permettrait de faciliter l'export des produits nationaux et par la suite augmenter la compétitivité sur le marché européen. Par contre les critiques de cette idée déclarent qu'une telle action pourrait provoquer la rupture du système bancaire.

La troisième possible résolution de la crise de dette pourrait être la création de Super euro. C'est une initiative des États plus forts qui ont été obligés de consacrer beaucoup de moyens afin de sauver les États économiquement plus faibles. Il s'agit des pays membres tels que la France, l'Allemagne, le Pays Bas, l'Autriche ou la Finlande. Certainement pour l'instant il ne s'agit pas d'une solution qui bénéficierait d'un large soutien. Les critiques de cette initiative déclarent qu'il s'agirait de la première étape vers la désintégration européenne.

---

<sup>38</sup> TREANOR, J. *Eurozone crisis: the options* [online]. [Cit. 2010-11-30]. Accessible sur: <http://www.guardian.co.uk/business/2010/nov/30/eurozone-crisis-options>

## ***7.2 Les tendances euro-optimistes***

Comme il existe des tendances eurosceptiques il y a bien évidemment des tendances euro-optimistes. Les pays membres de la zone euro se rendent compte que la faillite de l'Union économique et monétaire pourrait causer des problèmes encore plus graves. Le résultat de tout cela est l'effort de mettre tout en ordre étape par étape et de reconstruire le système monétaire européen. D'un point de vue euro-optimiste cette crise de dette pourrait donner l'occasion de changer les règles du fonctionnement de la zone euro qui pourrait mener à une intégration plus avancée.

Un bon exemple est l'approche commune de l'Allemagne et de la France sur l'harmonisation des politiques économiques afin d'arriver à la finalisation de l'UEM. Une proposition concrète sous la forme d'un Pacte pour l'euro a été soumise lors d'un sommet politique en Mars 2011. Les représentants des Etats membres se sont mis d'accord sur l'harmonisation des règles de l'assiette fiscale pour les entreprises, l'harmonisation de l'augmentation des salaires dans les pays membres ou bien sur une meilleure prise en compte de la durée de vie des Européens dans les systèmes de retraite. La République Tchèque et la Grande Bretagne sont les seuls pays qui ont refusé de participer à ce projet.

Le rôle de l'Allemagne et de la France dans le processus de l'intégration européenne est irremplaçable. Les deux pays accomplissent leur fonction de leader d'une manière assez efficace. Même s'il existe quelques petits malentendus, on peut constater que l'Allemagne ainsi que la France font tout ce qu'ils peuvent afin de sauver le projet de l'Union économique et monétaire. Le Fonds européens de stabilité financière a été créé assez rapidement et les pays membres de la zone euro se sont mis d'accord sur la création d'un mécanisme de stabilité durable qui devrait commencer à fonctionner en 2013. Il s'agit certainement des mesures qui contribuent à rassurer les marchés financiers.

Contrairement au président tchèque Václav Klaus, le nouveau président polonais Bronislaw Komorowski se présente comme un protecteur de l'intégration européenne. Même si la Pologne n'est pas membre officiel de la zone euro, ce pays montre un

certain intérêt de participer aux activités au-dessus de ses obligations actuelles.

À part les États membres et leurs habitants, c'est aussi la Commission européenne qui promouvait une intégration plus profonde. Cette institution représente les intérêts de l'Europe comme un contrepoids au Conseil de l'Europe, qui protège les intérêts nationaux.

Même l'agence de notation Fitch supporte la zone euro. Ses études montrent que la probabilité de la désintégration européenne est petite. Parmi les personnes qui refusent la désintégration potentielle de la zone euro, on peut mentionner par exemple James Knightley, économiste de la filiale londonienne d'ING Commercial Banking ou bien Oldřich Dědek, qui est coordonnateur national tchèque pour l'adoption de l'euro.

### ***7.3 L'avenir de l'Union européenne***

L'évolution du processus d'intégration dans la zone euro est désormais un sujet brûlant d'actualité. En appliquant des mesures spécifiques, l'Union européenne essaie résoudre les problèmes actuels afin de parvenir à la stabilité et la prospérité économique et politique. L'avenir et l'évolution future de l'Union européenne nous montrera s'il s'agit des mesures appropriées.

Le problème actuel considéré comme le plus grave est représenté par l'endettement très élevé de certains pays membres de la zone euro. La résolution de cette problématique joue le rôle clé par rapport à l'avenir de la zone euro ainsi que de toute Union européenne. On peut constater que tout dépendra de la situation sur les marchés financiers et de l'évolution économique dans les pays individuels.

Le projet de l'Union européenne se développe pendant un demi-siècle et on peut dire qu'il est unique en son genre. C'est la raison principale pourquoi nous ne pouvons pas attendre des décisions hâtives concernant l'existence de la zone euro.

Voici les scénarios possibles de l'évolution future de la zone euro :

- Plusieurs pays ou une économie puissante (l'Allemagne, la France etc.) sont incapables de rembourser leurs obligations et conséquemment quittent la zone euro.

Tout cela pourrait conduire à un choc de l'ensemble du projet de l'Union économique et monétaire. Les créanciers, principalement les banques et les pays de la zone euro, auraient perdu leurs investissements, ce qui pourrait causer des problèmes encore plus graves.

- Plusieurs pays ou une économie puissante (l'Allemagne, la France etc.) sont incapables de rembourser leurs obligations, mais grâce à la restructuration de la dette ne sont pas obligés d'abandonner la zone euro.

Restructuration de la dette signifie en général l'annulation d'une partie de la dette et cela conduirait de nouveau à une perte significative des investisseurs.

Certains analystes expriment leurs craintes par rapport à l'insolvabilité de la Grèce, en dépit de l'emprunt accordés et conséquemment la restructuration de la dette grecque reste une question ouverte. On peut constater que la situation actuelle est sans aucun doute grave, mais soigneusement surveillée par l'Union européenne ainsi que par le Fonds monétaire international (FMI).

Néanmoins il y a une question qui demeure: Combien l'Europe est prête à faire pour prévenir ces crises ?

Il s'agit d'une question dans laquelle l'économie est extrêmement liée à la politique. Si les élites politiques ne se mettent pas d'accord sur au moins l'accomplissement des critères de convergence, chaque fluctuation économique représentera une menace potentielle pour l'existence de la zone euro dans son ensemble.



## 8. Conclusion

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'Europe tend vers l'intégration économique et politique dont l'Union économique et monétaire fait certainement partie. L'objectif de ce mémoire était premièrement d'observer l'histoire de l'Union européenne et caractériser la notion et le développement de l'Union économique et monétaire et d'ensuite analyser la crise actuelle de la zone euro, son origine, son évolution et conséquemment estimer la prognose et les tendances futures. L'analyse nommée a été rédigé en utilisant la méthode la recherche littéraire et c'est pourquoi le caractère de ce mémoire est plutôt empirique.

L'une des principales raisons de la crise économique de la zone euro représente le fait que l'Union économique et monétaire ne dispose pas d'un organisme unifié de contrôle du budget public et qu'elle n'a aucun moyen ni pouvoir de mobiliser la capacité financière de ses pays membres. En même temps il est évident que l'harmonisation et l'intégration des économies nationales est un objectif pas facile à réaliser en particulier à cause d'une telle hétérogénéité des pays membres. L'endettement des États comme la Grèce, l'Espagne et le Portugal est énorme. Il s'agit d'un problème de toute Europe on peut constater que ce problème est devenu au cours des quelques derniers mois une préoccupation du monde entier. La crise a sapé la confiance du projet entier et l'avenir de toute Union européenne est obscur. Les relations déjà tendues entre certains États membres se sont encore accentuées. De toute façon la crise a aggravé les problèmes budgétaires rencontrés par la zone euro déjà dans la période précédente.

De manière générale, la crise économique a souligné les points faibles de l'Union économique et monétaire et son fonctionnement. Aujourd'hui les États membres doivent surmonter les effets négatifs comme le chômage élevé, le redressement du secteur bancaire ou bien les prêts nécessaires aux pays endettés. Toutes ces mesures sont financièrement très exigeantes, mais inévitables. Le risque de la désintégration potentielle de la zone euro pourrait entraîner des dommages encore plus graves.

## Resumé

Magistreská diplomová práce se zabývá tématem současné dluhové krize eura a eurozóny, analyzuje vývoj samotné krize, aktuální situaci členských zemí měnové unie a společné měny eura. V závěru uvádí další možný potencionální vývoj současné stagnace.

Diplomová práce se skládá ze sedmi samostatných kapitol, které mají empirický charakter. Práce samotná má charakter literární rešerše a neobsahuje vzhledem ke zvolenému tématu praktickou část, v níž by byly aplikovány teoretické znalosti na praktickou skutečnost.

První část práce pojednává o historii evropské integrace od samého počátku. Tato znalost je pro pochopení současné dluhové problematiky nezbytně nutná. Jsou popsány důvody, které vedly k zahájení integračního procesu a následně je charakterizován transformační vývoj Evropské unie a její postupné rozšiřování o další členské země. V další kapitole je charakterizována Evropská měnová unie, neboli eurozóna, její vznik, vývoj a současná podoba. Rovněž jsou detailně popsány podmínky pro vstup a jejich následné plnění, které je pro fungování celé měnové a hospodářské unie nezbytné. Následující kapitola analyzuje výhody a nevýhody přijetí společné měny, její rizika, hrozby, příležitosti a pojem optimální měnové zóny. V páté kapitole je popisován původ a vývoj dluhové krize členských států. Jsou podrobně analyzovány příčiny vzniku krize Evropské unie a její následné rozšíření do dalších zemí eurozóny. Podrobněji je pak rozvedena situace Řecka, které stálo na počátku krize samotné. Předposlední kapitola uvádí konkrétní evropská protikrizová opatření, jež slouží k potlačení a výhledově k definitivnímu zažehnutí krize. Závěrečná kapitola je věnována eurooptimistickým a europesimistickým pohledům na budoucnost Evropské Unie.

Závěr magistreské diplomové práce patří prognostické předpovědi aktuální situace zemí eurozóny a celkovému budoucímu vývoji Evropské unie. Vzhledem k aktuálnosti tématu a jeho charakteru se nutno podotknout, že situaci nelze označit za stabilní a každým dnem může její vývoj nabrat zcela jiný směr.

## Resume

The graduation thesis deals with the topic of the current debt crisis of euro and the Eurozone by analyzing the evolution of the crisis itself and the actual situation in the countries of the Economic and Monetary Union. In conclusion, the thesis states the possibility of potential development of the current stagnation.

The thesis consists of several chapters which have an empirical character. Its character is based mainly on literary research and with regards to the chosen topic there is no practical part in which the theoretical knowledge would be applied.

The first chapter of the thesis describes the history of the European integration process which understanding it is essential. It analyzes the reasons that led to the initiation of the integration process as well as the development and the transformations of the European Union and its gradual expansion to other European countries. The following chapter characterizes the European Economic and Monetary Union – the Eurozone, its origin, development and current form. The thesis describes the euro convergence criteria (also known as Maastricht criteria) that must be followed by the member states of the EU in order to enter the Economic and Monetary Union. The Maastricht criteria compliance is compulsory for a good functioning of the entire Eurozone. The next chapter analyzes the advantages and disadvantages of adopting the euro, its risks, threats, opportunities and the concept of the optimum currency area. The fifth chapter treats the very debt crisis of the Euro zone by analyzing causes of the euro debt contagion. The chapter focuses especially on the current situation in Greece as it was the first country in which the debt crisis became evident. The European anti-crisis measures as well as the euro-optimistic and euro-pessimistic tendencies regarding the future vision of the European Union are interpreted in the last two chapters.

The conclusion of the thesis deals with the future prognosis for the European economic area as well as of the whole European Union. Regarding the topic of this Master thesis the fact that the situation can change in any moment has to be mentioned.

## **La liste de tableaux**

Tableau n°1 : Les pouvoirs exclusifs et les pouvoirs communs

Tableau n°2 : Les étapes de l'intégration économique

Tableau n°3 : Déficit public grec réel et présenté

Tableau n°4 : Endettement public grec réel et présenté

## **La liste des figures**

Figure n°1 : La carte de la zone euro

Figure n°2 : Pierre Werner dans son bureau ministériel

Figure n°3 : Les formes officielles de l'euro

## **La liste des graphiques**

Graphique n°1 : Total des emprunts subprime par année, de 1994 à 2006

Graphique n°2 : L'évolution du déficit public grec

Graphique n°3 : Le développement de la dette publique grecque

Graphique n°4 : Le développement de la dette publique italienne

Graphique n°5 : L'évolution du déficit public italien

## La liste des abréviations

UE	Union européenne
CED	Communauté Européenne de Défense
CPE	Communauté Politique Européenne
CECA	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier
CEEA	Communauté Européenne de l'Energie Atomique
CEE	Communauté Economique Européenne
AUE	Acte unique européen
OEEC	Organization for European Economic Cooperation
SEBC	Système européen de banques centrale
BCE	Banque centrale européenne
UEM	Union économique et monétaire
SME	Système monétaire européen
ECU	European Currency Unit
IME	Institut monétaire européen
ZMO	Zone monétaire optimale
AEMF	Autorité européenne des marchés financiers
ABE	Autorité bancaire européenne
AEAPP	Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles
ESRB	European Systemic Risk Board
FMI	Fonds monétaire international

## **Anotace**

**Příjmení a jméno autora:** Beranová Kristýna, Bc.

**Název fakulty:** Filozofická fakulta

**Název katedry:** Katedra romanistiky

**Název diplomové práce:** Krize eurozóny ve vztahu k vývoji Evropské unie

**Vedoucí diplomové práce:** Doc. Mgr. Jaromír Kadlec, Dr.

**Počet stran:** 84

**Počet znaků:** 144 622

**Počet titulů použité literatury:** 18

**Klíčová slova:** Evropská unie, eurozóna, euro, krize, integrace, unifikace, měnová unie

**Charakteristika:** Magisterská diplomová práce se zabývá tématem současné dluhové krize eurozóny ve vztahu k vývoji celé Evropské unie a později Evropské měnové unie. Práce, vzhledem k charakteru zpracovaného tématu, není rozdělena na část teoretickou a část praktickou. Jedná se o práci převážně empirickou s převažujícím charakterem literární rešerše. V první části je popisován vývoj evropského integračního procesu od počátku po současnost a následně charakteristika, vznik a zavedení Evropské měnové unie. V rámci hlavní části diplomová práce analyzuje vznik a vývoj současné dluhové krize, její jednotlivé fáze a podoby, ve kterých se postupně objevila. V závěru je nastíněn další možný postup, případné potencionální řešení krizové situace a předpokládaný budoucí vývoj.



## La liste des sources

### Les sources bibliographiques

- [1] BRŮŽEK, A. *Evropská měnová unie a Česká republika*, Praha: VŠE, 2004
- [2] BRŮŽEK, A. *Evropská měnová integrace*, Praha: VŠE, 2001
- [3] BRŮŽEK, A. *Závěrečná fáze realizace Evropské měnové unie a společné měny euro*, Praha: VŠE, 2002
- [4] BRŮŽEK, A. *Realizace evropské měnové unie a společné měny euro – první rok existence*, Praha: VŠE, 2000
- [5] DĚDEK, O. *Historie evropské měnové integrace. Od národních měn k euru*. Praha: C.H.BECK, 2007. ISBN 978-80-7400-076-8
- [6] HELÍSEK, M. *Euro v ČR z pohledu ekonomů*, Plzeň: Aleš Čeněk, 2009
- [7] JANÁČKOVÁ, S. *Krise eurozóny a dluhová krize vyspělého světa*. Praha: CEP, 2010, ISBN 978-80-86547-95-4
- [8] KLAUS, V. *Evropská integrace bez iluzí*. Praha: Euromedia Group, k. s., 2011, ISBN 978-80-242-3326-0
- [9] KLAUS, V. *Co je to Evropeismus*. Praha: CEP, 2006, ISBN 80-86547-54-X
- [10] KLAUS, V. *Evropa Václava Klause*. Praha: Knižní klub, 2004. ISBN 80-242-1239-0
- [11] Kolektiv autorů, *Autoři CEPu o euru*, Praha: CEP,
- [12] LACINA, L. *Euro: ano/ne*, Praha: Alfa, 2010
- [13] LACINA, L. *Měnová integrace. Náklady a přínosy členství v měnové unii*. Praha: C.H.BECK, 2007. ISBN 978-80-7179-560-5
- [14] MACH, P. *Úskalí evropské integrace*, Praha: CEP, 2003
- [15] RICHARD a kolektiv Ebeling. *Autoři CEPu o euru*. Praha: CEP, 2010/12. ISBN 978-80-86547-94-7
- [16] SEDLÁČEK, P. *Mezinárodní měnový fond ve 21. století*. Praha: C.H.BECK, 2008. ISBN 978-80-7400-012-6
- [17] SYCHRA, Z. *Jednotná evropská měna*, Brno: MU, 2009
- [18] TEMPERTON, P. *The European currency crisis, what change now for a single European currency?* Probus publishing company, 1993.

## La liste des publications de revues professionnelles

- [1] BARCA, F. Agenda pro reformovanou kohezní politiku. *Měsíčník EU aktualit*, duben 2010, č. 79, s. 10-15
- [2] BÉNASSY-QUÉRÉ, A. L'euro comme monnaie de référence à l'est et au sud de l'Union européenne. *Revue économique*, novembre 1999, č. 6, s. 15-23
- [3] BŘICHÁČEK, T. Evropská unie v pasti centralizace, Praha: *Sborník CEPu č. 90*, 2011
- [4] CREEL, J. Asymétries budgétaires dans la zone euro, un essai de modélisation du Pacte de stabilité. *Volume*, 2002, č. 16, s. 91-127
- [5] CREIGHTON, A. Greece Debt Crisis: The Price of Cheap Loans, *Policy* n3, 2011
- [6] ČTK, Pro kandidáty eura bude zásadní stanovit vstupní kursy, *Hospodářské noviny*, 19.4.2005, s. 21
- [7] EZRATI, M. Only the Beginning, *The International Economy*, 2011
- [8] FRIEDEN, J. The euro: Who wins? Who loses? *Foreign Policy*, 1998, s. 24-25
- [9] GALÍ, J. Fiscal policy and monetary integration in Europe. *Economic policy*, October 2003, č. 37B
- [10] HRSTKOVÁ, J. Nezměnili jsme strategii, *Ekonom*, č. 46, 2005, s. 16 - 18
- [11] JAKL, L. Lisabon je za námi, konflikt vizí zůstává. *CEP*, 2009
- [12] JONÁŠ, J. Za co euro může? *Ekonom*, č. 10, 2004, s. 60
- [13] JUF, Euro: Trest, nebo odměna?, *Ekonom*, č. 45, 2005
- [14] MOCEK, M. Rating klesl už sedmi zemím eurozóny, *Právo*, 9.12.2011, s. 16
- [15] MOCEK, M. Summit o záchraně eura rozdělil Unii, *Právo*, 10.12.2011, s. 9
- [16] SINGER, M. Co znamená řecká krize pro eurozónu a pro nás, *Newsletter CEP*, 23.6.2010, s. 1
- [17] TŮMA, A. Česko nastínilo cestu k euru, *Hospodářské noviny*, 16.11.2005, s. 27
- [18] TŮMA, A. Česko do přípravy na euro nespěchá, *Hospodářské noviny*, 29.11.2005, s. 22
- [19] VAN RIET, A. Euro area fiscal policies and the crisis. *ECB Occasional Paper*, April 2010, č. 109
- [20] ZAHRADNÍK, P. Státy eurozóny se dohodly na pomoci Řecku. *Měsíčník EU aktualit*, duben 2010, č. 79, s. 2
- [21] ZAHRADNÍK, P. Cena za záchranu eurozóny: 750 miliard eur. *Měsíčník EU aktualit*, červen 2010, č. 81, s. 2-4

[22] ZAHRADNÍK, P. Jaké aktivity činí ČR vstříc eurozóně. *Měsíčník EU aktualit*, červen 2010, č. 81, s. 12-16

[23] ZAHRADNÍK, P. Bankovníctví EU uspělo v zátěžových testech. *Měsíčník EU aktualit*, srpen 2010, č. 83, s. 2-3

[24] ZAHRADNÍK, P. Veřejné finance v EU i jejích členských státech: Co teď dál?. *Měsíčník EU aktualit*, srpen 2010, č. 83, s. 2-3

### **Les sources électroniques**

[1] COPELAND, L. *How will the eurozone crisis end?* [online]. Cit. 2010-06-07. Accessible sur: <http://blogs.reuters.com/great-debate-uk/2010/06/07/how-will-the-eurozone-crisis-end/>

[2] ČERMÁK, P. *Eurozóna v krizi, druhé dějství. Hlavní roli má tentokrát Irsko* [online]. Cit. 2010-11-19. Accessible sur: [http://byznys.lidovky.cz/cermak-eurozona-v-krizi-druhe-dejstvi-hlav-ni-rol-i-ma-tentokrat-irsko-1j8-/firmy-trhy.asp?c=A101119\\_091441\\_firmy-trhy\\_kik](http://byznys.lidovky.cz/cermak-eurozona-v-krizi-druhe-dejstvi-hlav-ni-rol-i-ma-tentokrat-irsko-1j8-/firmy-trhy.asp?c=A101119_091441_firmy-trhy_kik)

[3] GODEMENT, F. *Comment sortir de la crise de l'Europe et de l'euro en 2011* [online]. Cit. 2011-01-05. Accessible sur: [http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/01/05/comment-sortir-de-la-crise-de-l-europe-et-de-l-euro-en-2011\\_1461193\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/01/05/comment-sortir-de-la-crise-de-l-europe-et-de-l-euro-en-2011_1461193_3232.html)

[4] HAMPL, M. *Osm poznámek na okraj krize eurozóny* [online]. Cit. 2010-06-22. Accessible sur: [http://www.cnb.cz/cs/verejnost/pro\\_media/konference\\_projevy/vystoupeni\\_projevy/hamp1\\_20100622\\_euro\\_business\\_breakfast.html](http://www.cnb.cz/cs/verejnost/pro_media/konference_projevy/vystoupeni_projevy/hamp1_20100622_euro_business_breakfast.html)

[5] HASLINGEROVÁ, I. *Václav Klaus: „Krize eurozóny je teprve na svém počátku“* [online]. Cit. 2010-10-15. Accessible sur: <http://haslingerova.blog.idnes.cz/c/159769/Vaclav-Klaus-Krize-eurozony-je-teprve-na-svem-pocatku.html> [2] SEDLÁČEK, L. *Krize eurozóny, záchranný balíček 500 miliard eur a krátkozrakost EU* [online]. Cit. 2010-05-10. Accessible sur: <http://sedlacek.blog.ihned.cz/c1-43351430-krize-eurozony-zachranny-balicek-500-miliard-eur-a-kratkozrakost-eu>

[6] HOBZA, V. *Krize eura: Znovuzavedení německé marky by mělo katastrofální důsledky* [online]. Cit. 2010-12-13. Accessible sur: <http://www.penize.cz/svetova-ekonomika/182672-krize-eura-znovuzavedeni-nemecke-marky-by-melo-katastrofalni->

dusledky

- [7] HRUŠKA, B. *Sci-fi zvané české euro* [online]. Cit. 2009-08-27. Accessible sur: <http://ekonom.ihned.cz/c1-38155690-sci-fi-zvane-ceske-euro>
- [8] JELÍNEK, T. *Česká republika pět let v Evropské unii: aktuální problémy přijetí eura* [online]. Cit. 2009-02. Accessible sur: <http://ces.vse.cz/wp-content/jelinek.pdf>
- [9] LAVIČKA, V. *Klaus: Euro přežije, ale bude to drahé* [online]. Cit. 2010-04-21. Accessible sur: <http://finweb.ihned.cz/c1-42789530-klaus-euro-prezije-ale-bude-to-drahe>
- [10] KLAUS, V. *Tři roky po měnové krizi* [online]. Cit. 2000. Accessible sur: <http://www.klaus.cz/clanky/585>
- [11] KLAUS, V. *Vytvořme jinou Evropskou unii* [online]. Cit. 2005-07-16. Accessible sur: <http://www.klaus.cz/clanky/196>
- [12] KLAUS, V. *Klausova kritéria pro přijetí (či nepřijetí) společné evropské měny* [online]. Cit. 2006-01-20. Accessible sur: <http://www.klaus.cz/clanky/637>
- [13] KLAUS, V. *Odpověď prezidenta republiky Ústavnímu soudu ohledně Lisabonské smlouvy* [online]. Cit. 2008-06-03. Accessible sur: <http://www.klaus.cz/clanky/1493>
- [14] KLAUS, V. *Řekněme své ano nebo ne Evropské ústave* [online]. Cit. 2005-04-03. Accessible sur: <http://www.klaus.cz/clanky/542>
- [15] KOHOUT, P. *Krize eurozóny: Vetřelec se vrací* [online]. Cit. 2010-12-27. Accessible sur: <http://www.akcie.cz/odborne-clanky/78122-krize-eurozony-vetrelec-se-vraci/>
- [16] PÉREZ, C. *Pour sauver la Grèce, tout sauf le FMI* [online]. Cit. 2010-02-10. Accessible sur: <http://www.courrierinternational.com/article/2010/02/10/pour-sauver-la-grece-tout-sauf-le-fmi>
- [17] TREANOR, J. *Eurozone crisis: the options* [online]. Cit. 2010-11-30. Accessible sur: <http://www.guardian.co.uk/business/2010/nov/30/eurozone-crisis-options>